

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RECONSTITUTION
DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE
DANS LES RÉGIONS DEVASTÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 5 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Paul BERNOT

Président : M. TRUCHY.
Suffragants { MM. PERREAU, *Professeur.*
LESCURE, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (V^e)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*

THESE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA RECONSTITUTION
DE L'INDUSTRIE SUCRIÈRE
DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Jeudi 5 Juin 1930, à 14 heures

PAR

Paul BERNOT

Président : M. TRUCHY.

Suffragants { MM. PERREAU, *Professeur.*
LESCURE, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



PREMIÈRE PARTIE

État de l'Industrie Sucrière en France avant la guerre

Il est toujours difficile d'assigner une date précise à l'origine d'une industrie, mais on peut dire que l'industrie du sucre de betteraves est née en France le 25 mars 1810.

C'est le jour où parut un décret impérial ordonnant la mise en culture de 12.000 hectares de betteraves à partir du 1^{er} janvier 1813.

Un décret du 12 janvier 1812 instituait des Ecoles spéciales de Chimie et ordonnait la création de quatre fabriques impériales devant produire 3 millions de kilogrammes de sucre.

De nombreux essais de culture de la betterave furent tentés un peu partout en France. La fabrication se perfectionnait. En 1838 l'allemand Stolley écrit qu' « en France l'industrie sucrière marche de perfection en perfection », mais ce développement attirait l'attention du fisc et l'histoire de la Sucrerie en France est beaucoup celle de la législation des sucres. C'est de quoi on s'est aperçu il y a très longtemps. Dans un rapport de 1851, Peugnot écri-

vait : « La question des sucres possède ce caractère particulier qu'elle exerce une influence périlleuse toutes les fois qu'on parle de modifier la législation. En vue d'avantages problématiques la perturbation a une répercussion grave sur l'industrie, l'agriculture, le commerce, la navigation maritime, la puissance navale et la fortune publique. »

« Si plus d'une fois l'existence de la Sucrerie fut mise en péril ce fut à cause de l'oubli de cette remarque si juste » (M. Delloye), et à la veille de la guerre en 1914 la crise était particulièrement aiguë.

Jusque vers 1875 en effet, la France avait conservé le premier rang dans la production du sucre de betterave, mais alors elle fut supplantée par l'Allemagne dont l'industrie était en plein développement, et bientôt nous étions largement dépassés tandis que l'Autriche elle-même nous menaçait. Emu, le Gouvernement fit voter la loi du 28 juillet 1884.

Jusqu'alors notre législation avait taxé le sucre, tandis que celle de l'Allemagne taxait le poids de betteraves et celle de l'Autriche la puissance de l'outillage : c'étaient des législations habiles qui poussaient à obtenir de hauts rendements et à développer la technique des usines. M. Truchy pouvait aussi dire en 1903 dans la Revue de Science et de Législation Financière, que « les fabriques françaises étaient moins bien outillées que les fabriques allemandes : elles étaient à la fois plus nombreuses et moins puissantes... elles tiraient d'ailleurs d'une quantité

donnée de betteraves moins de sucre, non seulement à cause de l'infériorité de l'outillage mais aussi parce l'industrie française à la différence de sa voisine, n'avait pas poussé l'agriculture à la production de betteraves riches (1). »

C'est dans ces conditions que fut votée la loi de 1884 dont le but était de combiner les avantages des législations allemande et autrichienne en développant l'outillage des usines et en les incitant à produire des betteraves à plus hauts rendements : Il était donc fixé un rendement légal et le sucre produit au delà de ce rendement n'était pas passible de l'impôt.

La loi du 7 avril 1897 compléta celle de 1884 en instituant des primes directes à l'exportation.

Le résultat de ces mesures fut extraordinaire ; de 1884 à 1901 la puissance des usines avait augmenté dans de grandes proportions ; en effet, leur nombre avait diminué de un quart ; et la production du sucre avait quadruplé, dépassant un million de tonnes par an. Le rendement en sucre des betteraves s'était beaucoup amélioré. De 7,83 % il était passé à 11,40 %. En 1900 il devait atteindre et dépasser 13 %.

Notre production atteignait donc 1 million 050 mille tonnes de sucre en 1901, mais notre consommation n'excédait par 450.000 tonnes. Il fallait absolument exporter de 500

(1) Henri TRUCHY. — *La nouvelle législation des sucres* (Revue de Science et de Législation financières), Avril-Mai-Juin 1903), page 11.

à 600.000 tonnes par an, et cela coûtait très cher à l'Etat en raison des primes.

La situation semblait excellente pour les sucriers, mais la convention de Bruxelles, le 5 mars 1902, allait mettre un terme à cette prospérité en supprimant les primes à la production et à l'exportation et en fixant à un taux très bas le minimum de protection douanière autorisé. On rétablissait la taxation sur le sucre réellement produit et il n'était plus question de rendement légal. Quoique l'impôt eût été réduit, la situation de la sucrerie était tout d'un coup devenue très précaire. Aussi son développement se trouva arrêté.

Une industrie qui ne se développe pas est une industrie qui meurt et en 1914 il y avait une forte régression sur les chiffres de 1902.

De 340 en 1900, le nombre des sucreries était tombé à 206 pendant la campagne 1913-1914 et serait descendu plus bas encore pour la campagne 1914-1915. Le nombre des hectares cultivés en betteraves qui était de plus de 300.000 en 1900 n'était plus que de 216.000 en 1914 et enfin la production du sucre avait diminué de 350.000 tonnes passant de 1.040.000 tonnes à un peu plus de 700.000 tonnes.

Il y avait diminution partout, diminution des $3/7^e$ dans le nombre des usines, diminution des $3/10^e$ dans la production du sucre et pendant ce temps-là notre consommation s'était développée très rapidement ; il n'y avait plus de place pour l'exportation.

Si à la fin de cette période la production du sucre de canne apparaissait déjà menaçante, il n'en restait pas moins que la production de sucre de betterave en Allemagne passait de 2 millions de tonnes en 1900 à 2.700.000 tonnes en 1913 et celle de l'Autriche de 1.100.000 tonnes en 1900 à 1.700.000 tonnes en 1913.

La part de la France qui en 1900 était 9 % de la production mondiale était tombée en 1913 à 5,3 %.

Il est inutile d'insister sur la situation très difficile de l'industrie sucrière française avant la guerre : sans nouvelle législation bien peu d'usines auraient pu échapper à la ruine.

A cette époque, où le sucre valait 40 fr. le quintal, il ressort d'une enquête faite en 1913, que les frais moyens de fabrication en Allemagne étaient inférieurs de 5 fr. à ce qu'ils étaient chez nous. Mais déjà la concurrence européenne commençait à ne plus être le grand souci des fabricants de sucre de betterave ; depuis l'année 1910 avait repris la prédominance de la canne.

C'était une des suites de la convention de Bruxelles. Le développement formidable de l'industrie sucrière européenne était dû, en effet, moins à l'abondance des capitaux dont elle disposait, qu'au régime de primes soit directes (subventions, subsides accordés directement par les Etats à leurs industries nationales), soit indirectes (primes résultant des tarifs douaniers élevés permettant la pratique du dumping).

La convention de Bruxelles ayant supprimé toutes ces

possibilités de fausser le marché, la production du sucre de canne qui avait été contrariée par les mesures prises en Europe, prit une extension nouvelle, et même dépassa celle du sucre de betterave dans les années précédant immédiatement la guerre.

Or, on était au courant en France des possibilités très grandes d'extension de la culture de la canne et on savait assez exactement le très mauvais état des usines, leur manque de capitaux liquides et d'organisation, les difficultés de main-d'œuvre et de culture. On savait aussi que les Hollandais cherchaient à donner à Java un rôle de premier plan dans la fabrication du sucre de canne, et cela on le craignait fort.

Sans pouvoir imaginer exactement ce qui allait arriver, il était cependant facile de prévoir qu'avec des moyens perfectionnés, les pays tropicaux pourraient fournir le sucre à bien meilleur compte que l'Europe.

La guerre devait précipiter les événements. A la place d'une décadence assez lente de l'industrie sucrière française, elle amena une ruine complète ; on pouvait presque dire en 1918 qu'il n'y avait plus d'industrie sucrière en France.

Il fallait alors décider si réellement la concurrence étrangère était trop forte. Dans ce cas il valait mieux laisser s'éteindre l'industrie du sucre de betterave, plutôt que de reconstruire des usines très coûteuses dont le rapport serait peu intéressant et qui resteraient toujours à la merci de la bonne volonté d'un ministre et d'une loi

votée en hâte par le Parlement : les fabricants auraient dû se souvenir que M. Caillaux avait signé leur ruine en 1902 et que les conditions n'étaient pas meilleures en 1918. Cette thèse était celle de M. Yves Guyot : On pouvait se consoler de la destruction de toutes ces vieilles usines où les industriels perdaient leur argent, tandis qu'y travaillaient des ouvriers dont l'activité aurait pu trouver ailleurs un emploi plus fructueux pour la Nation.

Or, à cette époque, l'Europe était toute frémissante encore de la guerre : le spectre de la disette au cours du conflit avait provoqué une sorte de psychose qui, particulièrement forte chez les peuples européens, joua un grand rôle dans la création et dans le développement des industries nationales. La guerre avait, en effet, montré d'une façon très nette l'intérêt qu'avait chaque Etat, dans ces circonstances exceptionnelles, à pouvoir satisfaire ses besoins essentiels par ses propres moyens, et de tous les côtés on cherchait à presser la reconstitution.

D'ailleurs, on imaginait alors qu'il y aurait de gros profits à faire dans l'industrie du sucre et les fabricants, comme il arrive souvent, s'attachaient avant tout au moment présent s'inquiétant assez peu de l'avenir. Ils voulaient avoir leurs usines le plus tôt possible pour réaliser comme ceux d'entre eux dont les installations n'avaient pas été détruites, des gains considérables. Plus que jamais le temps paraissait être de l'argent, et chacun cherchait à presser la reconstruction de ses usines.

Pour obtenir les moyens financiers nécessaires les

sucriers, alors réduits en réalité à quelques personnalités très puissantes, usaient de toute leur influence auprès des pouvoirs publics, qui, le sucre étant un produit essentiel, voyaient avec faveur la reconstitution d'une industrie au premier chef alimentaire, d'une importance capitale pour la Nation en temps de guerre.

On n'ignorait pas que la situation de cette industrie était en 1914 mauvaise, et on savait qu'elle allait rencontrer de graves difficultés, car la production du sucre de canne avait augmenté considérablement et les bénéfices énormes réalisés à Cuba et à Java avaient permis de moderniser la culture et les fabriques avec une rapidité que l'on n'aurait pas pu soupçonner avant la guerre.

L'Etat ayant non seulement permis, mais même poussé à la reconstruction, se devait de soutenir en France la fabrication du sucre par des droits de douane élevés et par la diminution des impôts.

On n'a pas manqué d'ailleurs de trouver mille excellentes raisons pour justifier la reconstitution.

On a tout d'abord discuté la situation misérable des fabriques avant la guerre.

La France est un très vieux pays sucrier. A l'origine les fabriques étaient très petites et très nombreuses. Il n'était pas rare d'en voir 4 ou 5 dans la même commune. Beaucoup de petits villages en avaient deux ou trois. Elles travaillaient chacune, d'abord les betteraves du propriétaire, puis celles des cultivateurs voisins. La fabrique de sucre était en effet souvent construite par le plus gros

propriétaire avide de modernisation ; c'était une dépendance de la culture. Mais petit à petit, les machines se perfectionnaient et devenaient coûteuses, les capitaux investis prenaient de l'importance et l'usine devenait le souci principal du propriétaire.

Cependant, on rencontre très rarement aujourd'hui encore une fabrique de sucre de betterave ne s'appuyant pas d'une manière ou d'une autre sur de grosses propriétés foncières.

Parmi ces usines, les unes, mieux dirigées, mieux situées ou appartenant à un propriétaire plus riche, arrivèrent à ruiner les usines voisines qu'elles détruisirent ou transformèrent en râperies.

Il est bon de noter ici que l'industrie sucrière est divisée par deux tendances contradictoires.

D'une part la concentration qui pousse à faire construire des usines toujours plus importantes munies d'un matériel toujours plus perfectionné ; d'autre part la matière première, la betterave, étant très lourde, les frais d'approche sont considérables. On y remédie par le moyen des râperies qui, reliées par des canalisations à la sucrerie lui envoient le sucre à travailler sous forme de jus, mais c'est un moyen qui pour des causes diverses, ne peut pas être étendu indéfiniment. Les industriels sont souvent hypnotisés par leur usine ; ils veulent toujours la développer et avoir plus de betteraves à travailler. Or, les betteraves qu'ils vont chercher en surnombre sont très loin, parfois à plus de 100 km. Agrandir une sucrerie est souvent

une erreur. Ce n'est pas en effet une industrie extensible ; elle est étroitement liée à la culture et il peut être préférable, d'avoir, plutôt qu'une immense usine, plusieurs établissements moyens, absorbant chacun la production de la région où ils se trouvent.

Que serait-il donc arrivé s'il n'y avait pas eu la guerre ?

Si de 1900 à 1913, la production a diminué d'un tiers, le nombre des usines n'a pas diminué de beaucoup plus d'un tiers et c'est l'usine moyenne, l'usine normale qui a été contrainte de fermer ses portes. Et cependant bien des gens ont discuté ces choses.

On a beaucoup répété que les usines fermées étaient les plus anciennes, celles dont le matériel était vieilli et usé. On jugeait donc inutile vu l'absence des bénéfices, de renouveler les machines ou de reconstruire des bâtiments.

C'est justement ce manque d'activité dans la construction d'usines nouvelles qu'on ne trouve jamais mentionné dans les rapports. Tous ceux qui prétendent à une certaine prospérité dans la période 1903-1914 expliquent la fermeture des usines, mais évitent de parler de l'absence de constructions nouvelles. Si l'on trouvait avant la guerre quelques fabriques qui rapportaient des intérêts, cela tenait à des causes spéciales : achat à vil prix de l'usine, très bonnes terres à betteraves dans le voisinage immédiat, pas de concurrence, campagnes assez courtes, directeurs remarquables ; mais étant donné les capitaux investis, il devait y avoir bien peu d'usines en France rapportant seulement l'intérêt donné par les rentes sur l'Etat.

A tout cela on trouva des causes. Il n'est que de chercher pour en trouver, et on prétendit que si l'industrie du sucre se développait en Allemagne avec profit, il n'y avait pas de raison pour qu'il n'en fut pas de même en France.

Il s'agissait donc d'examiner la situation de près et de faire mieux que nos rivaux puisque, tout étant détruit, nous pouvions construire à neuf.

Mais là encore le raisonnement se trouvait être vicieux, car entre temps la question s'était déplacée et il ne s'agissait plus de l'Allemagne, mais bien plutôt du sucre de canne menaçant.

On répéta donc partout que les causes du manque de prospérité de l'industrie sucrière française et son infériorité vis-à-vis de l'étranger étaient particulières à la période 1903-1913, n'avaient rien à faire avec la mentalité française ni avec le sol ou le climat français et n'avaient aucune raison de se reproduire après 1918 si toutefois on ne retombait pas dans les errements passés.

Tout d'abord on se plaignait de l'indifférence des pouvoirs publics et de leurs changements d'attitude qui avaient poussé l'industrie du sucre à se développer de façon artificielle après 1884, pour l'abandonner avec de pauvres dédommagements en 1902, ce qui avait causé un grand nombre de ruines.

Même étant peu au courant de la situation dans le monde sucrier, il n'était pas difficile de savoir les ruines

nouvelles qui s'y préparaient au moment de la guerre.

Voulant donc donner confiance au groupe sucrier, on a constitué en juillet 1918 cinq sous-commissions formées par la commission extra-parlementaire chargée d'étudier le régime à appliquer à nos industries sucrières à partir du moment où le régime de la convention de Bruxelles aurait pris fin. « Le premier souci de la Commission est d'affirmer que pour que l'œuvre de restauration puisse être menée à bonne fin, il est de toute nécessité que les intéressés soient bien fixés à l'avance sur les conditions dans lesquelles l'industrie sucrière sera appelée à vivre après la guerre et principalement sur le régime qui lui sera appliqué, tant au point de vue douanier, qu'en ce qui concerne l'impôt intérieur car les questions fiscales ont de tout temps joué le plus grand rôle dans le développement et l'évolution de cette industrie » (1).

Pour toutes les imperfections dans l'organisation, pour les disputes entre les fabricants et les cultivateurs et les rivalités entre fabricants, il est très intéressant de consulter les vœux de la Septième Section du Congrès du Génie Civil, Génie Rural et Industries agricoles.

Cette assemblée d'hommes éminents, réunis afin de déterminer les conditions d'une meilleure organisation de la reconstitution des sucreries, avait émis en mars 1918 un certain nombre de vœux tendant à supprimer pour l'avenir, quelques défauts très graves qui contribuaient

(1) *Journal des Contributions Indirectes*. Numéro du 5 Juillet 1918.

à empêcher l'industrie du sucre d'avant-guerre de donner des résultats très satisfaisants.

1° Le premier de ces vœux a trait à la matière première : « Qu'il soit recherché par les organisations syndicales de cultivateurs, de fabricants de sucre et de distillateurs, les meilleurs modes de culture de la betterave, les engrais les plus convenables, les graines les meilleures et les meilleurs procédés d'arrachage et de conservation des racines. »

Ceci s'adresse aux cultivateurs surtout, mais les fabricants, avant la guerre, se plaignaient beaucoup des distillateurs qui acceptaient volontiers des betteraves d'un rendement moyen ou médiocre, ce qui faisait le plus grand tort aux fabricants de sucre.

2° « Que pour diminuer les frais considérables absorbés par les transports inutiles de betteraves et de pulpes et par des réceptions multiples occasionnées par une concurrence également nuisible aux cultivateurs et aux fabricants, il soit créé un comptoir d'achats de betteraves se chargeant de l'achat, de la réception et de la répartition des betteraves devant établir des contrats-types et fixer chaque année les conditions et le prix d'achat des betteraves. »

3° « Qu'après la guerre et comme suite à la dénonciation de la convention de Bruxelles, il soit établi des droits de douane suffisants pour protéger la sucrerie française pendant la période de ces restaurations de l'industrie et de la culture. »

Les autres vœux ont trait à la reconstruction des usines et aux types particulièrement recommandables de sucreries : Prudemment les fabricants sont mis en garde contre l'attrait facile d'une large concentration.

La Septième Section du Congrès du génie civil, génie rural et industries agricoles sans rien préjuger de l'avenir essaie donc de définir les malaises dont souffrait l'industrie du sucre avant la guerre et de proposer des remèdes.

Ce qui intéresse particulièrement cette assemblée est la question de la qualité de la betterave et celle de la concurrence entre fabricants : cela se conçoit car la question du transport de la matière première, joue en matière de prix de revient dans la sucrerie un rôle considérable et on voyait fréquemment un fabricant allant chercher ses betteraves à la porte d'une autre sucrerie, tandis qu'un confrère venait chercher les siennes à sa propre porte.

Cette mauvaise organisation coûtait évidemment beaucoup d'argent, mais on n'avait jamais pu, malgré de nombreuses tentatives, la réformer convenablement et d'ailleurs elle convenait parfaitement bien aux cultivateurs.

Pour entreprendre la reconstitution des sucreries, il fallait donc avant tout un appui certain et durable du Gouvernement, car les difficultés réelles se trouvaient considérables.

A la suite de la guerre, le taux des frets était devenu très élevé et on ne pouvait pas importer toutes les marchandises qu'on désirait. Cependant il était trop certain

que cette crise était passagère et l'on savait généralement l'impossibilité où se trouverait le sucre de betteraves de lutter contre le sucre de canne, le jour où les conditions redeviendraient normales : et cela malgré les projets de perfectionnements techniques et de remembrement des propriétés foncières.

Aussi M. Joseph Hitier pouvait dire le 20 mars 1918 à l'Académie d'Agriculture (1) : « Les sucreries de canne ont pris un énorme développement, ont perfectionné leur outillage et leurs méthodes. Elles seront des concurrentes redoutables. Il y a là un ensemble de conditions qui rendront la lutte très dure pour notre industrie sucrière d'après-guerre. » Mais il s'attache à affirmer la nécessité de la reconstruction : « Nous avons, dit-il, deux motifs de procéder le plus rapidement possible à cette reconstitution. Le premier, c'est que nous avons intérêt à produire la totalité du sucre nécessaire à notre consommation. Le second, c'est que la prospérité de l'agriculture et son intensité sont liées à la culture de la betterave. »

1° C'est en effet un fait reconnu que l'accroissement des rendements en céréales est dû principalement à la culture de la betterave : ce sont les fermes à betteraves qui accusent les rendements en blé les plus élevés. Sur le sujet des bienfaits apportés par la culture de la betterave, on ne peut mieux faire que de citer M. Delloye lui-même :

(1) Compte rendu des séances de l'Académie d'Agriculture de France. Séance du 20 Mars 1918.

« Au point de vue de la production du blé, il n'existe pas d'assolement supérieur à celui qu'on réalise en faisant alterner la culture de la betterave et celle des céréales. Il y a entre ces deux sources de richesse un lien de solidarité indéniable.

« Dans les régions sucrières, le rendement du blé a passé par la pratique de cet assolement de 15 à 30 quintaux à l'hectare. Il en a été de même du rendement en avoine. Que la culture betteravière soit abandonnée ou simplement diminuée, la production du blé subirait une atteinte sensible, non seulement par voie directe, mais d'autre façon encore. Les multiples phases par lesquelles passe la production du sucre ont été un bienfaisant élément de perfectionnement technique pour les agriculteurs. Elles leur ont démontré l'utilité de l'approfondissement du sol, les avantages qu'on retirait de l'emploi des engrais chimiques, les orientant ainsi dans la voie de la culture intensive.

« En même temps, la betterave contribuait indirectement à accroître la valeur de notre bétail. Le développement de l'industrie sucrière a eu sur notre élevage bovin une influence certaine.

« A mesure qu'elle se développait, s'accroissait en même temps le développement des pulpes qu'il fallait utiliser. Or, de tous les animaux de la ferme, seules les ruminants sont aptes à les utiliser au mieux, c'est pourquoi les fabricants de sucre se sont tournés du côté des animaux bovins, pour trouver chez eux d'abord la transformation

de la pulpe en viande de boucherie et pour demander à des bovins un travail rémunérateur.

« Le problème étant ainsi posé, il s'agissait de trouver une race bovine possédant la double aptitude au travail et à l'engraissement rapide.

« Dans le Châtillonnais notamment, l'élevage en vue de la sucrerie fut à ce point développé que cette région, autrefois consacrée à la culture, est aujourd'hui presque entièrement transformée en prairies, tant l'élevage a pris d'importance dans ces régions du centre, depuis un demi-siècle.

« Il est démontré que le débouché qu'offrait la sucrerie à la race charolaise a eu sur l'orientation de l'élevage bovin, une influence décisive.

« Les autres races bovines, susceptibles de fournir aux sucreries les bœufs de trait qu'elles réclamaient, ont subi la même influence et l'amélioration de la race par elle-même a été obtenue en dehors de tous croisements avec les espèces anglaises.

« Tant et si bien qu'avant la guerre, il était acheté chaque année dans les divers départements du centre, surtout dans l'Allier, la Nièvre et la Saône-et-Loire, plus de 40.000 bœufs blancs qui s'en allaient dans les fermes industrielles de la région du Nord former les puissants attelages dont on avait besoin et qui, après les travaux des champs, étaient engraisés à la pulpe pour être finalement vendus à la boucherie.

« Mais il y a d'autres répercussions encore.

« La betterave aura été le pivot de l'amélioration du matériel agricole. Elle a provoqué la construction des machines en acier, le développement de l'usage des faucheuses, des moissonneuses-javeleuses, des distributeurs d'engrais, des semoirs et des houes attelées. Ainsi d'autres cultures ont bénéficié des impulsions données par la culture de la betterave.

« On en peut dire autant à propos de l'outillage des sucreries et du développement concomitant de l'industrie mécanique spéciale. On peut affirmer que l'industrie doit à la Sucrerie l'extension des maisons de constructions mécaniques en France.

« On entend bien que ces répercussions de l'activité d'une industrie sur la prospérité des autres n'est pas spéciale à la sucrerie. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas noter ce cas, ni pour puiser dans ces faits la conviction que ce serait une faute désastreuse en ses conséquences que de laisser périliter, périr peut-être, une des branches les plus importantes de l'activité industrielle française.

« Le devoir moral se double ici du souci raisonné des intérêts généraux du pays (1). »

2° Quant à produire la totalité du sucre nécessaire à notre consommation, même si le prix de revient est sensi-

(1) *Monde Illustré*, 15 Mars 1921, page 35.

blement supérieur chez nous à ce qu'il est dans le monde, cela fait partie de la doctrine d'une nation équilibrée, doctrine très en honneur surtout à la suite de la guerre où le spectacle des Allemands affamés et de nous-mêmes, réduits à une nourriture limitée, conseillait avant tout de ne pas laisser disparaître une industrie au premier chef alimentaire.

C'est l'époque où l'Angleterre dont la production d'avant-guerre était insignifiante, cherchait à implanter sur son sol l'industrie du sucre de betteraves.

A ces deux grands motifs de reconstitution, s'en ajoutaient un certain nombre d'autres.

Mais il faut reconnaître d'abord qu'il aurait fallu une rare énergie à un gouvernement représentatif, pour signer le non-relèvement des usines détruites : l'effet produit eût été désastreux. Le Français est né conservateur et la fabrique de sucre depuis cent ans fait partie du paysage dans les contrées du Nord.

De plus, il y avait un certain nombre d'usines non détruites qu'il aurait fallu démolir et dont on aurait dû indemniser les propriétaires.

Enfin la question électorale avait un grand poids. La fabrique de sucre était une source de prospérité pour le village ; comme c'est une industrie saisonnière, beaucoup de paysans venaient y travailler en automne. D'ailleurs ce point de vue actuellement a disparu en grande partie, car dans les fabriques d'après-guerre la question du personnel est devenue difficile ; les usines ont perdu leur

caractère campagnard, mais les ouvriers belges et tchèques immigrés boivent et mangent pendant qu'ils sont en France et leur consommaiton est un débouché pour le commerce local.

On arrivait ainsi à grouper tout un faisceau de raisons qui avaient pour elles la tradition et la simplicité et qui évitaient de heurter l'opinion à un moment où elle était particulièrement sensible. Il y a en effet des orgueils nationaux qui se trouvent exaspérés après la victoire, et les gouvernants avaient mille soucis qui ne leur permettaient pas de donner au problème sucrier toute l'attention qu'aurait réclamée une question aussi grave que celle de la suppression en France d'une industrie importante.

Ils ne se souciaient d'ailleurs probablement pas de déchaîner contre eux le terrible mouvement d'opinion qui n'aurait pas manqué de se développer.

De plus, ceux qui s'intéressaient réellement à la chose publique n'avaient probablement pas été sans remarquer comment les spécialistes de la question sucrière défendaient leur manière de voir. Sur l'industrie sucrière elle-même on disait le moins de choses possible, mais on s'étendait à plaisir sur les innombrables bienfaits apportés par la culture de la betterave qui, quoique très réels, sont tout de même moins importants qu'il ne l'a complaisamment été répété à cette époque.

Aujourd'hui encore des organismes dont l'influence est considérable, comme l'Institut International d'Agriculture

de Rome (1), dans un mémorandum récent se mettent à envisager l'industrie sucrière principalement « du fait que la culture de la betterave a pour effet de transformer en l'améliorant, la capacité productive de l'exploitation agricole et qu'elle exerce de multiples répercussions sur la prospérité de l'agriculture et les industries qui s'y rattachent. »

En adoptant un pareil point de vue les intérêts de l'industrie sucrière passent manifestement au second plan.

Mais comme le Gouvernement était décidé à soutenir cette reconstitution de la sucrerie par tous les moyens, les raisons bonnes ou mauvaises n'avaient plus beaucoup d'importance.

En résumé, notre industrie sucrière se trouvait avant la guerre dans une situation précaire qui, probablement, n'aurait pas pu durer longtemps sans une intervention des pouvoirs publics. Cette situation, malgré les perfectionnements apportés à la partie technique de la sucrerie, se trouvait encore plus mauvaise à la fin de la guerre, car ce n'était pas seulement l'industrie sucrière en France, mais la production du sucre de betterave qui se trouvait grandement menacée.

En décidant de reconstituer la culture de la betterave, et l'industrie sucrière, on devait être amené à les protéger

(1) Mémoire publié par le Secrétariat de la Société des Nations. — N° C. 148. M. 57, 1929 E.

par des droits de douane élevés. La conséquence devait en être une augmentation des prix du sucre sur le marché intérieur dont tous les consommateurs auraient à supporter le poids.

DEUXIÈME PARTIE

Destruction

Dès les premiers mois de la guerre, la grande région sucrière de la France, se trouvait située sur la ligne de feu ou tombée aux mains de l'ennemi.

Les betteraves plantées pour la campagne 1914-1915 furent travaillées par l'ennemi et par nous dans des conditions extraordinaires.

On peut prendre deux exemples pour fixer les idées, d'abord la déclaration de M. Poulin de Crisolles, dont la sucrerie était située dans les pays occupés par l'ennemi :

1°) Sucreries situées dans la zone occupée.

« Le 20 janvier 1915, la Kommandantur de Noyon ordonna la mise en marche de l'usine. Huit jours après, des ouvriers recrutés de force dans les environs, durent travailler pour l'armée allemande jusqu'à Pâques, sous une surveillance impitoyable.

« Aussitôt après la fabrication, les Allemands enlevèrent les cuivres de l'usine, qui fut incendiée en mars 1917 au moment du recul stratégique. »

Voilà ce qui s'est passé dans un grand nombre de sucreries envahies. Les Allemands travaillaient autant que possible la matière première laissée à leur disposition, puis, ne pouvant prendre le soin d'exploiter les terres, ils réquisitionnaient les métaux ou les machines dont ils avaient besoin et détruisaient la fabrique quand ils étaient obligés de quitter le pays.

Le cas de la sucrerie de Grisolles est un cas très fréquent et les ruines de toutes ces sucreries ont été abandonnées par l'ennemi au moment du recul stratégique.

Parmi les autres sucreries envahies, un certain nombre n'ont été que partiellement détruites : matériel enlevé, bâtiments servant à des usages très divers. D'autres encore n'ont presque pas souffert, quatre ou cinq d'entre elles purent même faire toutes les campagnes de 1914 à 1918 sous la direction de leur propriétaire ou de son remplaçant.

Mais il est très difficile de savoir ce qui s'est passé, car la fin de la guerre amena avec elle une grande charge de calomnies contre tous ceux qui avaient travaillé avec l'ennemi.

C'est pourquoi ce sujet si intéressant est très délicat et impossible à traiter même partiellement.

Tout ce qu'on peut en dire est de citer un document officiel allemand daté de 1916 et publié sous la direction et par l'ordre du grand Etat-Major allemand ; ce document fut adressé confidentiellement à toutes les Chambres de Commerce de l'Allemagne pour leur « donner un aperçu

des répercussions qui résulteraient pour l'Allemagne de la destruction de certaines branches d'industries ».

Voici la partie concernant l'industrie sucrière :

INDUSTRIE SUCRIÈRE — DOMMAGES DE GUERRE

« Les fabriques, à quelques rares exceptions près, ont énormément souffert de la guerre. Il n'en est aucune qui ait échappé aux réquisitions.

Partout les stocks de sucre et de mélasse, les approvisionnements de charbon, de coke et de pétrole, le caoutchouc et les courroies, l'inventaire mort et vif, consistant en chevaux, bœufs, animaux de trait, voitures, harnais, outillage, voies Decauville, wagonnets à bascule, canalisations électriques, etc., etc..., ont été enlevés, et dans quelques établissements seulement, quatre ou six qui travaillent pour l'armée allemande, on n'a laissé que le plus indispensable.

Mais les dommages causés aux fabriques elles-mêmes et à leur installation, sont plus graves encore.

RÉPERCUSSION SUR L'ALLEMAGNE

L'industrie sucrière française doit disparaître comme concurrente sur le marché mondial (Angleterre) dans les deux ou trois prochaines années. Elle sera au début à peine en mesure de subvenir aux besoins du pays et de reconstituer les stocks épuisés.

En dépit de sentiments quelque peu hostiles, les relations avec l'Allemagne, demeureront assurées, car l'indus-

trie sucrière française ne pourra se passer des semences de betteraves allemandes, sans se nuire à elle-même.

Il lui faudra en outre acheter en Allemagne de la terre d'infusoires et du charbon, ce dernier vraisemblablement en grande quantité, les houillères françaises ayant également beaucoup souffert. Elle aura peut-être même, dans une certaine mesure, recours aux fabriques allemandes spéciales en vue de la reconstitution, car les ateliers de construction mécanique français, situés pour la plupart dans le Nord et affaiblis par la guerre, ne pourront suffire à leur tâche. »

Voilà ce très curieux document confidentiel allemand qui a été déposé en février 1919 sur le bureau de la Conférence de la Paix par M. L.-L. Klotz, ministre des Finances. Ce qu'il révèle au sujet des sucreries françaises, travaillant en pays envahis, a été très naturellement nié par les industriels.

Quant au but poursuivi par les Allemands et si souvent dénoncé, il est moins que certain.

M. Delloye, alors président du Syndicat des Fabricants de sucre en France, écrivait en 1921 : « La destruction des sucreries dans les régions envahies s'est opérée avec une méthode toute scientifique et n'a eu que très rarement le caractère d'une action offensive ou défensive. Ce à quoi on visait était la suppression d'une concurrence gênante pour l'industrie sucrière allemande (1). »

(1) *Monde Illustré*, 15 Mars 1921.

Le document allemand cité ne permet absolument pas de tirer de pareilles conclusions et les faits non plus. D'ailleurs, les opinions du quartier général n'étaient pas celles de toute l'Allemagne et il n'est nulle part question de destruction d'une industrie sucrière concurrente.

C'eût été en effet besogne bien maladroite et les Allemands, si avisés des choses de l'industrie, auraient commis une erreur inexplicable, car, dès l'année 1915, la majeure partie de l'opinion éclairée de leur pays savait la victoire, telle qu'ils l'avaient espérée, absolument impossible pour eux.

Enfin il fallait s'attendre à la reconstruction et, avec la reconstruction, à des paroles semblables à celles qu'adressent aujourd'hui les fabricants des régions non dévastées à ceux qui ont pu reconstruire dans de bonnes conditions : « Vous qui avez la chance d'avoir été détruits. »

Les ingénieurs allemands tiennent le même langage quand ils viennent visiter les usines modèles de notre pays. Cela, ils pouvaient le prévoir puisque l'article XII de la loi du 26 décembre 1914 avait consacré pour les sinistrés des régions envahies, le droit à la réparation intégrale des dommages causés par les faits de guerre.

Il vaut donc infiniment mieux envisager la destruction en elle-même, comme le résultat des abominations amenées par la guerre et ne pas y voir le fait d'une concurrence jalouse qui ne devait pas tellement nous craindre puisque pendant la campagne 1913-1914, notre produc-

tion avait été de 717.300 tonnes de sucre et notre consommation de 710.500 tonnes.

*2°) Sucreries situées près de la ligne de feu
en pays non envahi.*

En 1914, 70 usines ont fait la campagne en France non envahie, elles ont produit 300.000 tonnes de sucre.

Les conditions dans lesquelles la campagne a été faite, sont parfois véritablement inouïes. L'audace et le courage dont il a fallu faire preuve dans certains cas, sont extraordinaires.

Pendant l'automne de 1914, de nombreux combats avaient eu lieu dans la région de Guillaucourt, située dans la Somme. Il avait donc été impossible à la sucrerie de commencer la campagne en septembre. D'ailleurs l'usine n'était pas prête et on n'aurait pas trouvé de personnel pour travailler si près de la ligne de feu.

Au début de l'hiver, le front se fixait à 7 kilomètres de Guillaucourt. Aussi en janvier, se fondait une société au capital de 100.000 francs, pour travailler les betteraves des environs (1).

Après de nombreuses démarches auprès des autorités militaires pour obtenir l'autorisation de faire marcher la fabrique et se procurer les permis de circulation nécessaires, la mise en route fut décidée et elle eut lieu le 15 février.

(1) D'après le rapport de M^e Emile Saillard.

Les chariots venant de la région plus proche du front étaient amenés par deux chevaux d'artillerie conduits par un artilleur et les obus tombaient sans cesse autour de l'usine dont la haute cheminée était une cible pour les canons ennemis.

Pendant cette campagne 1914-1915, on a travaillé 25.000 tonnes de betteraves à Guillaucourt, qui, sans cette obstination, auraient été perdues sans recours.

Quelques usines se sont trouvées dans des conditions semblables et partout le courage et la confiance ont fait travailler les Français en vue de la victoire.

En 1917 avait lieu le recul stratégique allemand, qui libérait un grand nombre d'usines dont quelques-unes peu détériorées. Aussitôt une commission se formait pour aller examiner les pays recouverts et aviser aux moyens de remettre en état la culture le plus rapidement possible.

Il avait dès lors été voté 250 millions de francs pour la remise en état des pays délivrés et une partie de cette somme avait été employée à la reconstruction des usines de sucre les moins détruites ; des betteraves avaient été plantées et on espérait une remise en marche au moins partielle pour la campagne 1918-1919.

Mais l'ennemi revint et le pays se trouva complètement saccagé.

Au moment de l'armistice on pouvait dénombrer les ruines.

Il y avait en France 145 sucreries sinistrées ; dans 130

d'entre elles, le matériel était complètement détruit. Dans les autres, il était réparable.

Les bâtiments étaient entièrement démolis dans 90 sucreries ; dans 40, ils étaient réparables.

Pour la campagne 1914-1915, probablement 200 sucreries à peine auraient fait la campagne. Il restait donc seulement 54 ou 55 sucreries non dévastées.

Grâce à des moyens de fortune, on put en tenir constamment davantage en état de marche, mais pour se rendre compte très exactement de la situation, il faut citer des chiffres.

On prendra comme chiffres de base ceux de la campagne 1913-1914 qui est la dernière année normale d'avant-guerre et où la récolte ne s'était signalée ni par sa grande abondance, ni par sa médiocrité.

Campagnes	Ensemencements hectares	Production en raffiné tonnes
1913-14	226.200	717.319
1914-15	213.350	302.960
1915-16	63.209	135.899
1916-17	68.967	185.435
1917-18	66.305	200.265
1918-19	59.903	110.110

Evidmment, d'autres causes que la destruction des usines avaient agi sur la diminution de la production du sucre au cours des années de guerre. Ces causes étaient générales à toute l'industrie française de l'arrière : manque

de main-d'œuvre, d'engrais, de semences, de charbon, etc., etc..., aussi les chiffres cités paraissent encore plus mauvais qu'ils ne le sont en réalité.

En 1918-1919, la production de sucre raffiné tombe au septième de ce qu'elle était avant la guerre et cependant les ensemencements de betteraves ont diminué seulement des 3/4. C'est que l'année avait été particulièrement mauvaise pour la récolte, tandis que pendant la campagne 1917-18 qui avait été bonne, les usines avaient produit avec 200.000 tonnes, plus du quart de la fabrication de 1913-14. Ce résultat est très remarquable, étant donné les difficultés de toute nature signalées plus haut.

L'Etat, malgré les difficultés de la situation, s'était ingénié en effet à donner aux industriels toutes les satisfactions qu'ils demandaient.

Evidemment, les cours du sucre avaient été soumis au contrôle gouvernemental dès l'année 1915, mais les prix fixés étaient suffisamment rémunérateurs.

L'Etat achetait le sucre en bloc avec un prix accordé sous la condition d'un prix minimum à payer aux cultivateurs.

Et les circonstances obligeant à trouver toutes les ressources sur notre sol, on implantait en France la production de graines de betteraves, auparavant importées presque uniquement d'Allemagne ; de plus on encourageait la culture mécanique et l'emploi de tracteurs.

Ces faits des temps troublés ont contribué beaucoup à l'élargissement des idées chez les paysans et au dévelop-

pement des méthodes modernes de culture. Il ne faut pas oublier que c'est également à la période particulièrement troublée du blocus continental, qu'a été dûe l'installation des premières fabriques de sucre de betteraves.

C'est de 1916 à 1920 que furent remis au ministre du Ravitaillement des rapports très curieux sur le sucre de citrouille, de sorgho et d'érable (1). Des essais avaient même été tentés de culture de citrouilles pour la production du sucre, mais ils ne furent pas suffisamment convaincants.

(1) Article de M^e Emile Saillard dans la *Circulaire Hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de sucre de France* du 11 Janvier 1920, page 11.

TROISIÈME PARTIE

La Reconstruction

CHAPITRE PREMIER

I. — LA RECONSTITUTION

Le 11 novembre 1918 l'Armistice était signé. Vainqueurs, nous allions recevoir des indemnités de l'Allemagne, rendue responsable des ruines.

Avec ces indemnités, il fallait effacer toute trace des batailles.

Qui va aujourd'hui dans ces pays dévastés il y a 12 ans, ne peut pas se rendre compte du travail accompli. Il fallait y aller en 1919. Il était alors difficile de ne pas croire la contrée morte pour jamais.

Pour qu'un industriel quelconque se mît à reconstruire, il lui fallait un courage et une ténacité très grandes, mais

pour qu'un fabricant de sucre se décidât à réinstaller son usine, il lui fallait en plus de l'audace : C'est pourquoi très peu de fabricants de sucre ont reconstruit seuls leur fabrique. C'est aussi la grande cause du changement de physionomie de cette industrie dans les départements dévastés.

Celui qui voulait relever sa sucrerie trouvait en effet une grande quantité de raisons le dissuadant de se mettre à la tâche et, vraiment, les causes d'encouragement étaient peu nombreuses.

Tout d'abord, il fallait faire confiance à l'Etat et à la capacité de paiement de l'Allemagne. Etant donné les conditions de 1918, il était difficile de savoir à quoi s'en tenir et de donner foi aux promesses.

Il suffit de jeter les yeux sur les réclamations incessantes formulées par le secrétaire du Syndicat des Fabricants de sucre et par son président d'alors, M. Viéville.

Avec la victoire, il voulait voir la reconstitution rapide et intégrale des pays dévastés et on pouvait l'entendre le 17 janvier 1919 (1) : « Nos protestations seront portées à nos gouvernants auxquels nous exprimons notre regret de voir tant de bonnes volontés qui s'offraient pour la reconstitution de nos pays dévastés, découragées par l'inertie d'une administration semblant ne rien comprendre aux problèmes posés, pas même peut-être à leur existence. »

(1) Compte rendu de l'Assemblée générale ordinaire du *Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 17 Janvier 1919.

Et il s'indignait que la loi des dommages de guerre ne fût pas encore votée : « On ne peut apporter aucune solution tant que la loi n'est pas votée » (1).

A un âge aussi avancé, chez un vieillard malade, il est vraiment admirable de trouver une vitalité et une ardeur semblables. C'est à cette force de la race et à cet amour entier du pays que nous avons dû de voir se relever aussi rapidement toutes les ruines.

Mais si le Gouvernement ne se hâtait pas de faire savoir aux sinistrés quel serait exactement leur sort, il leur distribuait beaucoup de bonnes paroles et le ministre des Finances ne se lassait pas de déclarer avec feu à la tribune de la Chambre des députés, que l'Allemagne paierait.

Sachant combien le pays allemand était troublé et diminué par sa défaite et par sa résistance extraordinaire de plus de quatre années à la faim et aux privations de toute sorte, quel homme raisonnable aurait pu ajouter foi à la parole du ministre ?

L'Allemagne était sous la menace du bolchévisme, l'Allemagne s'apprêtait à faire faillite et il était fort possible qu'il en fût de nos créances sur elle, comme de nos valeurs sur l'Etat Russe.

Véritablement il était permis de se demander si la France épuisée par la guerre, pourrait seule soutenir l'effort énorme de remettre en état tous ses départements dévastés.

(1) Compte rendu de l'Assemblée générale ordinaire du *Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 17 Janvier 1919.

Et même si elle pouvait supporter cette très lourde charge, il restait au fabricant de sucre à décider si les sommes investies dans la reconstitution de son industrie donneraient jamais des gains suffisants ? Avant la guerre peu nombreuses étaient les sucreries dont la situation était seulement bonne.

L'Etat se disait disposé maintenant à soutenir tous les efforts en vue de reconstituer l'industrie sucrière. Dans un certain nombre de cas sa bonne volonté ne faisait aucun doute. Evidemment, au point de vue douanier, nous avions recouvré notre liberté dès le 1^{er} septembre 1918 par la dénonciation de la Convention de Bruxelles en août 1917. Il n'y aurait plus d'obligation de frapper de droits compensateurs les sucres primés qui nous seraient envoyés, plus de limitation au chiffre de 5 à 6 fr. par 100 k. des droits de douane établis par nous sur le sucre étranger. La maîtrise de nos tarifs douaniers était indispensable à la reprise de l'industrie sucrière qui, en face de ses ruines, trouvait les rivaux ex-ennemis, moins touchés par la guerre, mais surtout les rivaux extra-européens, producteurs de sucre de canne, qui avaient pris un énorme développement.

Le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement lui-même, M. Victor Boret, disait, le 10 mars 1919, dans une circulaire adressée aux Préfets (1) : « La restauration de la Sucrierie française entraîne des dépenses élevées et les

(1) *Journal Officiel* du 15 Mars 1919.

intéressés ne se résoudront à les exposer que s'ils sont assurés d'une protection efficace contre la concurrence des pays qui, éloignés de la lutte, n'ont eu à subir aucun dommage et ont profité des années de guerre pour accroître leurs exploitations, et pour améliorer leurs installations. »

Et cependant, le 7 avril suivant, le président du Syndicat des Fabricants de sucre de France, répondait à M. Loucheur, ministre de la Reconstitution industrielle, une longue lettre où il reprenait toujours les mêmes arguments.

Le ministre avait fait exposer aux fabricants de sucre son désir de voir reprendre au plus tôt l'activité de la sucrerie française dans les régions libérées et il voyait un grand intérêt à ce que les commandes fussent remises d'urgence entre les mains des constructeurs.

« C'était aussi le plus grand désir des fabricants de reconstruire, répondait M. Viéville, mais, avant d'entreprendre des travaux, ils désiraient être fixés sur le régime douanier et sur le régime fiscal appliqués à la sucrerie.

« Quoiqu'une commission ait été nommée par le ministre du Commerce et de l'Industrie, elle n'avait encore pris aucune décision ; d'autre part la loi sur les dommages de guerre n'était pas encore votée. Les fabricants voulant grouper leurs dommages ne pouvaient pas agir. Enfin les chefs de secteur de la reconstitution industrielle, montraient, disait M. Viéville, des exigences grotesques et les fabricants de sucre hésitaient à entreprendre des tra-

vaux quand les constructeurs français se trouvaient obligés de leur faire payer le matériel quatre à cinq fois plus cher qu'avant la guerre (1). »

Les indemnités se trouveraient-elles fixées d'après les prix payés ? Il était impossible de faire des projets au milieu de l'instabilité extraordinaire des conditions économiques.

Si l'Etat faisait des difficultés pour rembourser les avances ou ne reconnaissait pas les dépenses, c'était pour beaucoup la ruine.

Il était, en effet, difficile d'imaginer, dès cette époque, que la France victorieuse ferait la banqueroute des quatre cinquièmes après avoir laissé craindre une faillite complète, et beaucoup de gens pensaient voir revenir les prix et la situation d'avant-guerre.

Enfin, le principe de réparation intégrale des dommages de guerre fut proclamé par la loi du 17 avril 1919.

Il a été beaucoup écrit au sujet de cette loi.

Les milieux sucriers prétendent qu'elle a été particulièrement soumise aux « influences occultes mais très fortes des puissants groupements privés », dont parle M. Henri Clerc. Il en a été de nouveau question à la Chambre le lundi 24 mars 1930, dans le discours de M. Henri Chéron.

Ouvrant le *Figaro* du mardi 25 mars 1930, on peut y lire ce qui suit :

(1) Reproduit dans la *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 13 Avril 1919. Pages 142 et 143.

« Et M. Henri Chéron conclut par ces paroles très vivement applaudies :

« J'ai déjà dit ici et à la Chambre que la souveraineté nationale s'exerce aujourd'hui non plus par les pouvoirs régulièrement établis, mais par des groupements de toute nature qui disposent de l'autorité sans avoir la responsabilité. »

Et certains de ces groupements des régions de Lille et de Briey avaient les plus grandes raisons d'obtenir alors satisfaction au détriment des autres.

Cette loi en grande partie préparée et conseillée par eux, aurait été peu favorable aux intérêts des fabricants de sucre et cela se conçoit aisément, car les conditions de travail dans la sucrerie sont tout à fait différentes de ce qu'elles sont dans les autres industries :

D'abord la fabrique ne marche pas toute l'année. Elle ne peut mettre en route avant l'époque de la maturité de la betterave, c'est-à-dire vers la fin de septembre ou au commencement d'octobre, et il est bon que la fabrication soit terminée avant les fortes gelées, c'est-à-dire autant que possible avant Noël.

Pour obtenir la matière première désirée, cela suppose tout un système d'ententes avec les cultivateurs qui signent les contrats de betteraves où ils s'engagent à consacrer un certain nombre d'hectares à la culture de la betterave et à fournir leur production à la sucrerie, moyennant un prix fixé d'avance avant la guerre, et, dépendant aujourd'hui des cours du sucre sur la campagne prochaine.

La matière première est essentiellement périssable et demande à être travaillée aussitôt arrachée.

Mais le fait qui a dominé la reconstruction industrielle des sucreries est ce caractère singulier que la sucrerie ne peut pas mettre en route avant d'être complètement terminée. Elle ne peut pas sortir un seul gramme de sucre avant que le dernier tuyau et le dernier boulon n'ont été posés. En cela elle diffère profondément d'un tissage ou d'une filature.

Ceux-ci après une première installation peuvent rajouter des métiers ou des broches au fur et à mesure des besoins ou des indemnités reçues. Mais la sucrerie construite pour travailler 1.000 tonnes par jour, ne peut pas en travailler 1.200 ou 800 ; elle doit travailler 1.000 tonnes. Si on veut l'agrandir, il faut des remaniements profonds qui en affectent toutes les parties.

C'est beaucoup moins simple que d'installer des métiers près d'autres métiers déjà existants. Et cela explique le caractère essentiel de la reconstitution sucrière. Il fallait avoir dépensé la totalité des indemnités à recevoir avant de pouvoir commencer la fabrication.

On ne pouvait pas se réserver de marge, pour le cas où la commission d'évaluation aurait été peu généreuse.

C'était donc jouer une partie très dangereuse que d'entreprendre la reconstitution d'une sucrerie avec les lois existantes.

Evidemment le Gouvernement s'était toujours intéressé au problème du sucre. Dès l'invasion, une sous-commis-

sion des questions d'après-guerre avait été formée au sein du Syndicat des Fabricants de sucre de France, pour préparer les voies à la reconstruction. Elle était assez étroitement en rapport avec les différents ministères où elle s'efforçait d'utiliser son influence pour attirer l'attention du gouvernement sur les questions dont elle s'occupait.

A plusieurs reprises, on a pu se rendre compte de la sollicitude de certains ministres :

Témoin le questionnaire adressé en avril 1918 (1) par le ministre de l'Agriculture aux membres de l'Office de Reconstitution agricole. Le ministre demandait l'avis de l'Office sur l'augmentation de la protection douanière, sur un retour possible à la loi de 1884 instaurant une prime directe à la production de la betterave, et dans ce cas, sur la création d'un fonds de réserve servant à fournir des primes.

Enfin le ministre posait la question : « Quel serait à votre avis, le système fiscal le plus favorable au relèvement de la culture betteravière après la guerre et à la renaissance industrielle en France ? »

Cela témoigne que l'industrie du sucre préoccupait le Gouvernement. Mais il y a toujours des forces puissantes qui attirent son attention de côtés différents, et d'autres industries mieux organisées ou surtout mieux groupées

(1) *Circulaire Hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 28 Avril 1918.

eurent plus de poids dans la préparation de la loi sur les dommages de guerre.

La grande faiblesse des fabricants de sucre, tenait à ce fait qu'ils n'étaient souvent d'accord qu'en apparence. Leurs intérêts en réalité étaient divergents :

D'une part, il y avait les petits fabricants dont les moyens étaient limités et l'influence médiocre ; d'un autre côté, on trouvait les gros industriels, souvent en même temps raffineurs, qui pensaient, grâce à leurs relations et à leurs capitaux, profiter d'une situation, de toute évidence, très troublée.

On entendait sans cesse répéter : « Les dommages de guerre ne seront jamais payés. Quel pays pourrait déboursier les milliards nécessaires pour reconstruire ? Et dans la limite où l'on pourra toucher quelque argent, ce seront seulement les groupes organisés et les personnalités disposant de très grosses influences dans les ministères, qui seront servies d'abord. »

D'autre part, comme il a déjà été dit, les sucreries avaient besoin d'avoir devant elles, dès le premier jour de la reconstitution, tout l'argent nécessaire à leur achèvement, puisque c'était la condition absolue de leur mise en route.

Malgré ces incertitudes, un grand nombre de fabricants n'écoutant que leur désir de revoir leurs installations telles qu'elles étaient avant la guerre, se trouvaient décidés à relever leurs ruines.

D'ailleurs, bien souvent, ils ne s'intéressaient pas à la

production de Cuba, ni au régime fiscal ou au régime douanier.

C'étaient avant tout de gros propriétaires qui cherchaient à être bons industriels, à vendre leur sucre au meilleur cours possible et à le travailler avec un bon rendement. Ils s'occupaient aussi de leurs confrères mais simplement en raison de la concurrence acharnée entre les fabricants.

Comment l'adhésion de la France à la Convention de Bruxelles eût-elle été possible si les fabricants de sucre avaient fait preuve, en 1903, de la cohésion et de la décision nécessaires pour faire hésiter un ministre, M. Cailiaux en l'occurrence ? Malheureusement ils étaient alors, et se trouvaient encore en 1919, désorganisés et divisés.

C'est pourquoi presque tous les fabricants de sucre songeant à reprendre leurs habitudes, voulurent s'occuper eux-mêmes de la reconstitution de leurs usines.

Or, en décembre 1918, on discutait à la Chambre des députés des propositions de loi sur le monopole des sucres, propositions qui, d'ailleurs, n'aboutirent pas, mais le ministre au début de janvier 1919 s'occupa de constituer une Société Générale englobant, à la fois les fabricants sinistrés et ceux épargnés par la guerre. Cette manœuvre était une forme déguisée d'étatisme.

Aussitôt les sucriers épouvantés s'opposèrent de toutes leurs forces à de semblables projets, même à l'idée de constituer une société englobant seulement les sinistrés. Le président du Syndicat des Fabricants de sucre, M. Vié-

ville s'éleva contre la prétention émise par certaines personnalités que « l'Etat distribuant des indemnités, en acquerrait droit de regard dans les affaires et le devoir de contrôler la façon dont l'argent aurait été employé. »

Telle était l'atmosphère au début de 1919.

Peu ou pas d'argent. Pas de loi avant avril. Le traité de paix n'était pas signé. Enfin des projets d'absorption de l'industrie par l'Etat ou par quelques sociétés privilégiées, des lois incertaines pour la protection de la sucrerie, la production de Cuba et celle de Java menaçantes, les prix du sucre et de la betterave, toujours fixés par l'Etat.

Ces prix n'étaient plus toujours rémunérateurs. La preuve en est dans ce fait que le Gouvernement pour dédommager les usines déficitaires, leur allouait des sommes diverses (7.125.000 fr. en 1919) (1).

Et presque tous les fabricants de sucre prenaient leur disposition pour retrouver leurs ennuis d'avant-guerre probablement augmentés : telle est la force de l'éducation et de l'habitude dans la bourgeoisie française.

Un certain nombre d'autres circonstances n'était pas non plus particulièrement favorables à la reprise des affaires comme avant la guerre.

Peut-être d'abord certaines circonstances économiques dont l'importance ne devrait pas être exagérée. Mais il faut encore se représenter les pays dévastés en 1919.

(1) Lettre de M. Thoumyre, sous-secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce et de l'Industrie de Mars 1920.

Plus d'arbres, partout des ruines, des routes inexistantes, pas d'eau, pas d'électricité, l'inconfort dans des contrées pluvieuses et froides et la démoralisation inspirée à ce pays par l'arrivée de hordes de Chinois et d'Arabes amenées par des entrepreneurs aux gages de l'Etat.

Etait-il vraiment souhaitable de retourner s'installer dans un pays pareil et d'y amener sa famille ? — Alors l'industriel allait à la Préfecture, puis au Ministère et trouvait beaucoup de bonnes paroles et bien peu d'autres choses.

Plein d'ardeur, il était retourné examiner ses ruines dès la libération et il s'était occupé d'arranger un endroit habitable. Souvent même il s'y était installé, mais il ne se passait rien ; sa présence était inutile. Alors il retournait à la Préfecture et au Ministère, où des chefs de service parfois affables lui donnaient de vagues conseils. Ils ne pouvaient rien faire d'autre. Il n'y avait pas d'argent et la loi n'était pas votée. Cette situation d'attente était particulièrement pénible pour l'homme décidé à obtenir un résultat. — Cet état d'esprit est particulièrement visible dans les discours de M. Viéville, homme très âgé et très malade, qui avait subi l'invasion et assisté à la destruction de son usine et de sa maison. Il disait, en janvier 1919, ces paroles amères déjà rapportées : « Nous exprimons tout notre regret de voir tant de bonnes volontés qui s'offraient pour la reconstitution de nos régions dévastées, découragées par l'inertie d'une administration semblant ne

rien comprendre aux problèmes posés, pas même peut-être à leur existence (1). »

De telles paroles chez un tel homme, reflètent assez exactement la manière de penser du plus grand nombre des sinistrés.

Ils étaient revenus chez eux et ils n'avaient vu que de la boue et des individus au visage de criminels installés dans les ruines.

Quand même, ils avaient voulu retourner, croyant à la force de l'exemple, mais ils s'étaient sentis inutiles et même haïs. Les perspectives lointaines de l'industrie sucrière ne se trouvaient pas bonnes. Ils se mirent à y réfléchir.

Evidemment, puisque la question du monopole des sucres ne semblait pas aboutir, l'Etat ne pourrait pas toujours maintenir des prix artificiels et il arriverait un moment où les conditions économiques reprendraient leur libre jeu. Alors les gains seraient énormes, mais pour combien de temps ?

L'Etat, sous l'influence de la guerre et de l'opinion publique encore épouvantée de la famine, voulait que nous possédions toutes les ressources alimentaires possibles, mais combien de temps durerait cet état d'esprit ?

Se donner le très grand travail de reconstruire, c'était aussi une forte responsabilité.

Si le fabricant disposait des capitaux nécessaires qu'il

(1) *Circulaire Hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 19 Janvier 1919.

pouvait avancer à l'Etat, que vaudrait cette créance ? N'était-ce pas lâcher de l'argent pour reconstituer une usine au moment où les prix avaient subi une hausse considérable, probablement momentanée, et l'Etat rembourserait-il à des taux aussi élevés ?

Le travail des commissions serait lent et la variation des prix était rapide.

Voilà toutes les questions qui s'agitaient dans la tête du sinistré au printemps de 1919, de ce même sinistré qui, en novembre 1918, s'était précipité à la suite des armées pour revoir ses pierres et ses briques, prêt à se mettre tout de suite à l'œuvre. Evidemment son enthousiasme était prématuré, quoique très normal, mais les circonstances se sont vite chargées de lui donner une vue plus juste des événements.

Aussitôt la loi des dommages de guerre votée, et même avant, bien des capitalistes, parfois étrangers, avaient songé à profiter de cet état d'esprit.

Le fabricant de sucre n'était pas un homme de loi : c'était un industriel, pour qui les choses devaient être simples et il n'avait pas les moyens ni l'habitude d'avoir à ses gages, des avocats ni des notaires.

Il ne comprenait rien à toutes les complications surgies à la suite de la loi du 17 avril 1919, et elles l'effrayaient, car il ne savait pas où il allait : il fallait sans cesse signer des papiers, répondre à des enquêtes et souvent il fallait recommencer, car un nouveau directeur était au ministère ou même un nouveau ministre, dont l'intention était

tantôt de compliquer pour traquer les abus, et tantôt de simplifier pour permettre aux honnêtes gens de s'y reconnaître. Mais les honnêtes gens ne s'y retrouvaient pas du tout : ils voulaient simplement reconstruire, d'une volonté chaque jour plus fuyante, et quand les spéculateurs ou de grosses personnalités venaient les trouver pour leur proposer de reprendre leurs dommages et leurs ruines, ils commençaient à les écouter.

Le processus général est intéressant à suivre : D'ordinaire les sinistrés veulent reconstruire chacun pour soi. Reprendre les choses comme avant la guerre. Ils ont confiance dans la loi, la justice, la victoire et l'union sacrée.

La pluie et un hiver sans événements les font réfléchir et ils songent à se grouper entre eux pour reconstruire moins d'usines et donner plus de force à leurs réclamations.

C'est le point de vue industriel qui l'emporte.

Ils songent aux expériences passées, et veulent en tirer profit. Mais ils en viennent vite à ne pas s'entendre. Comme l'Etat ne paie pas, on a moins de confiance dans ses promesses, et la discorde éclate. La loi des dommages de guerre est enfin votée ; on y trouve l'assurance de pouvoir, dans certaines conditions, vendre et se débarrasser de cette affaire inquiétante.

Mais à quel taux vendre ? Des spéculateurs ou de gros capitalistes bien informés des intentions du Gouvernement s'emploient à favoriser cet état d'esprit : ils achètent à un taux très bas quelques sucreries. Celles apparte-

nant à des sociétés ou venues en possession de veuves ou de vieilles femmes désirant s'en débarrasser à tout prix sont une proie facile. Par suite de calculs souvent remarquables, ils arrivent à la suite d'un achat important, à démoraliser complètement tous les concurrents des environs. Ils se précipitent sur les cultivateurs pour leur faire signer des contrats de betteraves, et comme ils peuvent reconstruire les premiers, les cultivateurs s'empressent de signer les contrats proposés.

Les rapports s'aigrissent alors entre tous les voisins, mais ils comprennent vite qu'ils ne disposent pas des moyens de leur gros concurrent et que le mieux à faire est de signer la paix.

La paix est dictée par l'usine nouvelle qui, généralement, refuse toute offre d'association : elle paie seulement et paie comptant. Si elle accepte de prendre des associés, c'est dans des conditions telles, que ces derniers trouveront un jour ou l'autre à s'en repentir.

On ne saura jamais tout concernant ces sortes d'affaires, mais, bien souvent, les prix ont été basés sur des taux inférieurs à la valeur de 1914.

On agissait sur l'esprit des fabricants, de toutes les manières possibles, si bien que beaucoup bénissaient et peut-être bénissent encore ceux qui les ont dépossédés.

Il n'était plus question de dommages mythiques, de lois auxquelles on ne comprenait rien, de paiements de l'Allemagne ; il n'y avait plus besoin de retourner habiter parmi les ruines, ce qui semblait une lâcheté à beaucoup

de sinistrés, mais ils s'excusaient en prétextant l'éducation de leurs enfants ou beaucoup d'autres bonnes raisons qu'ils n'avaient certes pas tort de chercher.

Evidemment le prix donné pour leur usine était ridiculement faible, mais souvent ils avaient été obligés de vendre, étant complètement traqués par le filet étendu autour d'eux par le gros concurrent. Ils savaient aussi qu'eux-mêmes toucheraient peu de chose dans un avenir proche : ces ruines ne représentaient pas pour eux une valeur aussi grande que pour la Société dont les influences permettaient de les changer en avances et en livraisons en nature.

Leurs services de renseignements étaient médiocres. Toutes ces complications ils ne pouvaient y faire face. Ils vendaient.

D'ailleurs, on parlait partout des avantages de la concentration dont les effets seraient de nous faire obtenir le sucre à un prix de revient très bas. Toute la confiance était mise dans la modernisation. On avait seulement oublié certaines conditions réalisées en Pologne, en Silésie et en Tchéco-Slovaquie et qui chez nous ne pourraient pas durer : les grosses sociétés n'avaient ni les moyens, ni la compétence nécessaires pour former un milieu véritablement plein de cohésion et de force, capable de rénover l'industrie sucrière française.

Sauf dans quelques cas, qui trouve-t-on ouvertement ou en secret à la tête de ces fortes compagnies ? des banques, des raffineurs, des Belges, même des Italiens et des Hollan-

dais alléchés par l'espoir de spéculer sur les dommages ou par on ne sait quel attrait de gloire industrielle.

Ce besoin d'éclat et de grandeur a joué un rôle énorme dans deux ou trois cas célèbres. Il était d'ailleurs peu étonnant dans cette industrie très liée avec celle qui a produit un Jacques Lebaudy et un Crosnier.

Construire des châteaux et des maisons ouvrières admirables et acheter des hectares par milliers, éblouir tout le monde, recevoir après des voyages triomphaux les félicitations des ministres : il y avait véritablement de quoi perdre la tête, et tant d'opulence et le beau titre d'organisateur de la reconstitution n'étaient pas des avantages médiocres.

Ne trouve-t-on pas aujourd'hui des embryons de villes nées au milieu des champs par le besoin d'éblouir d'un homme à hautes relations qui pouvait obtenir de l'argent des ministères, et qui rêvait de transformer son village en une métropole ?

On y voit maintenant un hôtel délabré, trois ou quatre petites usines en ruines, une avenue lamentable et quelques maisons ouvrières inhabitées.

Les gros sucriers, souvent, ont fait mieux : s'adressant à de grands architectes, ils ont tracé de beaux plans et construit pour les ouvriers des maisons confortables avec salles de bains et terrains de jeux.

Devant ces flots d'or, les fabricants qui n'avaient pas vendu leurs dommages et ne pouvaient pas obtenir d'argent demeuraient hargneux et formaient des souhaits peu

charitables. Mais ils ne savaient toujours pas s'accorder entre eux.

Dans les revues à gros tirages, des articles célébraient la nouvelle forme que prenait la vieille industrie sucrière française. On donnait les photographies des plans des usines et des maisons ouvrières. On montrait comment, ayant racheté quatorze petites fabriques, on en reconstruirait une seule produisant autant que les quatorze réunies et avec des frais de revient très réduits.

Les articles étaient bien faits.

Beaucoup de gens cependant restaient sceptiques, mais comme la nouvelle usine faisait des contrats de betteraves avec les paysans où les prix offerts étaient toujours supérieurs à ceux pratiqués couramment, on commençait à avoir très peur.

Evidemment, une usine aussi importante que les quelques très grosses sucreries reconstruites après la guerre, est un organisme infiniment délicat : elles avaient beaucoup d'argent à leur disposition, mais surtout dans la période 1918 à 1922, il y avait de très grandes difficultés à se procurer ce dont on avait besoin. On n'avait jamais connu de sucreries aussi considérables en France : pour l'architecte tout était nouveau. Aucune maison française ne pouvait fournir toutes les machines. Il fallait en faire venir de Tchéco-Slovaquie ou d'Allemagne.

Quant à l'installation complète, on était obligé de se borner à des prévisions plus ou moins exactes.

Comme ces affaires étaient souvent entre les mains de

banques ou de raffineurs, les fabricants de sucre souhaitaient trop leur ruine, pour aller donner des conseils, que d'ailleurs on ne leur demandait pas. Mais tous attendaient avec anxiété le moment de la mise en route, et ce moment ne venait pas.

Jamais l'usine ne se trouvait prête. Aussi certains petits fabricants s'étant ressaisis et ayant remonté leur affaire, se trouvaient prêts à marcher et rachetaient à un prix plus bas, les contrats de betteraves signés par les grosses sociétés.

Les paysans devenaient hostiles et méfiants.

C'est alors, dans les années 1921 et 1922, que commencèrent à circuler les premières critiques ouvertes de ces grosses fabriques de sucre.

Après la crise de démoralisation qui permit à ces établissements d'acheter pour des sommes faibles de vieilles sucreries détruites, il y avait eu un certain revirement d'opinion, et l'on se décidait à accorder quelques faveurs aux propriétaires de petites usines désireux de reconstruire.

Evidemment on ne leur ouvrait pas les coffres de l'Etat, mais on mettait à leur disposition un certain nombre d'avantages.

Dès le printemps de 1919 on s'occupe activement de préparer des projets pour la fabrication par les usines allemandes, sous la direction d'ingénieurs français et sur des plans français, d'un matériel de remplacement pour les sucreries, ce matériel ne devant venir en déduction de

l'indemnité due par l'Allemagne que jusqu'à concurrence des prix pratiqués avant la guerre.

Le résumé du traité de paix paraît le 8 mai 1919. Dans l'annexe 4, § 2, de la huitième partie, il indique que « l'Allemagne sera non seulement tenue de restituer le matériel identifié, mais pourra encore être contrainte à remplacer les machines, équipements, tours et tous articles similaires d'un caractère commercial, qui ont été saisis, usés ou détruits, par des articles de même nature à titre d'équivalence ».

Ce mode de réparation des dommages par prélèvement d'un matériel existant dans les usines d'Allemagne présentait entre autres avantages, celui de permettre une reconstitution rapide, spécialement pour les diverses catégories de matériel et articles qu'il était très difficile alors de se procurer sur le marché dans les délais raisonnables.

On pouvait ainsi reconstituer non seulement des machines enlevées, mais des stocks de produits finis, disparus du fait de la guerre.

Il est impossible de savoir exactement jusqu'à quel point ce paragraphe du traité de paix a été mis en pratique, mais il est certain qu'il a rendu de grands services.

D'ailleurs, le Gouvernement, peu à peu, faisait rapporter les mesures d'exception prises pendant la guerre et dont les fabricants avaient toujours souhaité la suppression depuis l'armistice.

C'est d'abord l'abrogation de l'interdiction d'importation

du sucre étranger à la suite du décret du 6 juin 1919 : Un décret du 2 mars 1917 avait réservé l'importation des sucres au Gouvernement.

Mais le document capital est une lettre de M. Noulens, ministre de l'Agriculture, en date du 13 décembre 1919. Elle informe le Syndicat des Fabricants de sucre de France, qu'après examen de la question, et dans le désir de voir l'industrie sucrière retrouver toute sa liberté d'action, le ministre a décidé de rétablir pour la campagne 1920-1921, la liberté tant de la fabrication que de la vente du sucre.

Il est indispensable de parler ici du régime institué pendant la guerre quoiqu'il n'ait pas pu alors être appliqué dans les régions dévastées.

Ce régime (1) consistait pour l'Etat à fixer le prix d'achat de la betterave et celui de la vente du sucre : le fabricant perdait tous les risques de son métier ; il devenait travailleur à façon, aussi n'avait-il plus aucune liberté d'action. Il vendait tous ses sucres à un prix fixé d'avance et la rémunération était parfois assez faible, puisque l'Etat dédommageait les fabriques déficitaires.

Et cependant, il ne manquait pas d'admirateurs de cette manière d'agir : c'était en quelque sorte la main mise de l'Etat sur les fabriques de sucre.

Dans une circulaire de M. Victor Boret, ministre de

(1) Pour des renseignements complémentaires, voir *Annuaire Sucrier années 1914-1918*, page 315.

l'Agriculture et du Ravitaillement, reproduite dans le *Journal Officiel* du 15 mars 1919, on trouve une curieuse apologie de cette manière de voir.

Le ministre y assure que : « les commissions techniques ont été unanimes à reconnaître qu'en présence des conditions faites à la culture et à la fabrication par les circonstances, il était désirable de maintenir jusqu'à la prochaine campagne le régime institué pendant la guerre... Ce régime, en fixant des prix rémunérateurs pour la culture et la fabrication, apporte à notre production la protection nécessaire et le stimulant qui contribuera à la renaissance de la richesse agricole et industrielle.

« Faisant masse de tous les sucres indigènes et importés, il donne la possibilité d'établir un prix qui est le résultat de la péréquation des prix du sucre de chaque origine ».

Voilà les termes dans lesquels un ministre se félicitait de la situation tandis que les intéressés n'arrêtaient pas de réclamer la suppression de ce système. M. Delloye, dont la compétence était grande, prononçait, le 7 mai 1920 un discours où il déclarait voir dans l'intervention de l'Etat la cause principale de la diminution de la production sucrière (1).

La situation se trouvait en effet très sérieuse.

La campagne 1919-1920 commençant près d'un an après

(1) *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 9 Mai 1910, page 151.

la signature de l'armistice, donnait des résultats désastreux. La récolte n'avait été aussi mauvaise que l'année précédente et cependant la production totale de sucre ne montait qu'à 155.000 tonnes alors qu'en pleine guerre en 1917-1918, elle avait été de 200.000 tonnes.

Un peu effrayé par ces nouvelles, on comprend que le nouveau ministre se soit empressé de signer la promesse du 13 novembre 1919.

Quoique l'industrie sucrière ait semblé après la guerre un merveilleux champ d'expérience pour des théoriciens désintéressés et pour des spéculateurs qui y cherchaient leur profit, il arrivait cependant, que terrifié par les résultats on écoutait enfin ceux qui possédaient quelques lumières en la matière.

Puisque la reconstruction était décidée, il fallait la mener à bien de la meilleure manière possible, et ce n'est pas un régime de tâtonnements et d'influences qui pouvait donner des résultats favorables.

Malgré tant d'incertitudes on reconstruisait.

Les usines seulement endommagées étaient rapidement remises en état. Après le 13 décembre 1919, on ne craignait plus les menaces de monopole, et l'Etat versait réellement des sommes importantes. Sa sollicitude semblait également augmenter : la Chambre avait, sur la proposition du ministre des régions libérées, décidé d'accorder un traitement de faveur à la reconstitution des sucreries. Elles étaient placées au point de vue de l'appui financier, immédiatement après les mines, et on hâtait la constitution et l'examen des dossiers de dommages de guerre.

L'Allemagne avait aussi fait d'importantes livraisons en nature et toute l'industrie en profitait. Aussi, la campagne 1920-1921 fut-elle un succès considérable.

On avait produit deux fois plus de sucre que l'année précédente. L'argent distribué donnait enfin des résultats et le Gouvernement s'estimait heureux.

On citait volontiers les chiffres de notre relèvement sucrier : 305.000 tonnes de sucre, le double de la production de l'année précédente, presque la moitié de celle d'avant-guerre, et on s'étendait largement sur les travaux en cours ou en projet qui, conçus d'après des plans entièrement nouveaux et sur des bases très larges, devaient ramener rapidement chez nous cette suprématie de la production du sucre de betteraves que nous avions si longtemps possédée.

Mais si la lettre de M. Noulens du 13 décembre 1919 avait rassuré les fabricants en éloignant toute menace de monopole et en permettant l'espoir de gros profits, le marché à terme n'avait pas été rouvert et on maintenait la prohibition d'exportation édictée pendant la guerre. Les planteurs et les fabricants en souffraient beaucoup, puisqu'on avait vu le cours du sucre tomber en France plus bas qu'à l'Etranger.

Cependant, les caisses de l'Etat allaient en se vidant et on allait être obligé d'avoir recours à de nouveaux moyens, de se procurer de l'argent.

Le 8 octobre 1920, M. Prangey, Secrétaire général de l'Office de reconstitution industrielle, venait exposer aux

fabricants de sucre combien le régime des avances avait constitué pour l'Etat une lourde charge encore que très insuffisante. (1)

En juillet, avait été votée une loi permettant aux sinistrés ou Groupements des sinistrés ayant un chiffre de dommages en perte subie supérieur à 1 million de francs au moins, de trouver avec la garantie de l'Etat le crédit nécessaire à sa reconstruction.

On faisait valoir les avantages réels de cette combinaison : « Grâce à la convention passée entre le ministre et le sinistré, celui-ci pourrait s'adresser au public qui, donnant ses fonds pour une œuvre productive, se verrait assuré d'une double garantie. »

Comme suite à cette déclaration officielle le Groupement de l'industrie sucrière française en reconstitution était créé le 17 décembre 1920.

Les titres étaient émis en juillet 1921. D'autres emprunts suivirent en 1922 et en 1927.

Le total du premier emprunt se trouvait être de 200 millions de francs, en 400.000 obligations 6 % de 500 fr., émises à 475 fr. A cette époque, l'Etat affirmait avoir déjà versé à l'industrie sucrière, tant sous forme d'avances en espèces que de cessions en nature, la somme de 260 millions de francs qui, s'ajoutant aux dépenses engagées per-

(1) *Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France* du 17 Octobre 1920.

sonnellement par les intéressés, avait été employée à un travail général de réparations.

En réalité, la remise en marche des usines détruites était devenue absolument nécessaire, car les campagnes du Nord pouvaient fournir 50 % de leur production betteravière d'avant-guerre. Cette situation de nature à produire une grave crise agricole nécessitait absolument de l'argent. Comme l'Etat ne pouvait plus le fournir directement, il fallait s'en procurer au moyen d'un emprunt.

Le programme de reconstitution alors annoncé officiellement était merveilleux.

On citait avec orgueil les chiffres de la dernière campagne et on prévoyait pour la prochaine campagne la remise en marche de 14 usines, produisant une moyenne de 80.000 tonnes de sucre par an ; pour 1922 de 16 usines produisant 65.000 tonnes de sucre et pour 1923, de 5 usines produisant 25.000 tonnes, soit en tout 170.000 tonnes, la moitié du déficit de l'année 1921.

Tels étaient les espoirs officiellement publiés mais la réalité ne tarda pas à prouver leur incertitude.

Moins de six mois après cette déclaration on avait les chiffres de la campagne 1921-1922 qui étaient inférieurs à ceux de la campagne 1920-1921. 278.000 tonnes au lieu de 305.000. Evidemment, la récolte n'avait pas été bonne. Mais la récolte seule ne peut pas détruire des prévisions aussi optimistes.

En réalité, il y avait une crise très sérieuse.

En mai 1920 déjà, M. Delloye, président du Syndicat des

Fabricants de sucre de France, prononçait un discours à l'Assemblée générale annuelle du Syndicat (1).

Il affirmait voir dans l'intervention de l'Etat la cause de la diminution de la production sucrière, par suite des prix insuffisants fixés pour la betterave.

D'autre part, les prix variant avec rapidité on ne pouvait plus les fixer huit mois auparavant comme avant guerre : il fallait payer à l'avance tous les approvisionnements. D'où nécessité de fonds de roulement énormes.

Or, en 1920, la reconstitution était stimulée par les hauts prix espérés et qui, en fait, furent payés. Mais en 1921, la crise générale avait amené une forte baisse du sucre et les marchés de betterave devenaient très difficiles à traiter. On réclamait des faveurs gouvernementales.

En réalité l'industrie sucrière française était très inquiète et non sans raison, car le cours du sucre à la bourse de New-York qui avait été de 11 cents 35 en moyenne par livre pendant l'année 1920, tombait à 3 cents 15 en 1921, et on comprend l'effroi des industriels voyant également le taux des frets s'abaisser et le sucre étranger envahir le marché national. Pourrait-on obtenir la protection nécessaire ?

Il le fallait, maintenant que de gigantesques travaux étaient entrepris et que des sommes considérables avaient été dépensées.

(1) Cité page 53.

Aussi, devant la gravité de la situation, les droits de douane furent-ils portés à 50 fr. par quintal de sucre, par décret en date du 28 juin 1921.

La crise s'aggrava en 1922 et cependant, cette année-là de nouvelles usines furent terminées et mises en état de fonctionner. Notre production augmenta et passa à 445.000 tonnes.

En même temps, les terres étaient assez rapidement remises en culture. La surface des betteraves ensemencées était de 127.000 hectares correspondant aux 2/3 de la surface ensemencée en 1913.

Certainement cette restauration avait été très rapide mais la campagne de 1924-1925 devait amener des surprises merveilleuses.

La surface plantée en betteraves dépassait alors avec 214.000 hectares celle de 1913 et la production du sucre avec 750.000 tonnes était de plus de 30.000 tonnes supérieure à celle de 1913.

Ce résultat magnifique avait été produit par la nouvelle hausse des cours du sucre qui avait eu lieu en 1923 et en 1924 sur les marchés de New-York et de Paris.

Les sucreries en mesure de faire la campagne étaient à même de réaliser des bénéfices très importants. Le Gouvernement avait intérêt à les laisser profiter de ces gains inespérés, car ils stimulaient la reconstitution et contenaient la promesse d'une vie plus calme dans les régions du Nord où les équipes employées à la reconstitution étaient une perpétuelle occasion de désordres.

Il fallait des gens attachés à la terre, il fallait qu'une population stable retournât habiter le pays. Quoi de plus tentant pour l'attirer qu'une industrie très prospère, surtout quand cette industrie est essentiellement agricole et repose tout entière sur les ressources de la terre ?

D'ailleurs, cette année 1924 coïncidait avec la mise en marche de deux des plus grandes usines nouvelles ; ces usines admirablement construites et merveilleusement outillées, dont on attendait les plus beaux résultats.

CHAPITRE II

II. — LES SUCRERIES RECONSTRUITES

Comme il a déjà été dit, les régions dévastées en 1918 au moment de l'armistice, se présentaient comme des terres nouvellement découvertes.

Tout était détruit, et tant de Français étaient morts. Beaucoup de ceux qui habitaient le pays avant la guerre, s'étaient fixés ailleurs.

On voyait très grand.

Il était interdit de construire des maisons dans les villes avant que le plan en eut été agréé par une commission d'Etat. On voulait faire neuf, large, moderne. On prévoyait des plans d'extension pour la moindre bourgade. C'était une sorte de colonisation rapide et très perfectionnée.

Il est intéressant d'y aller aujourd'hui, voir à quel point toutes ces espérances ont été réalisées.

Pour ce qui est de la sucrerie, l'Etat favorisa, sans s'en cacher, les entreprises de grosses sociétés et de très riches particuliers qui rachetaient les usines par dizaines pour

pouvoir cumuler les indemnités et reconstruire une usine très importante, présentant tous les avantages de la concentration et de la modernisation et permettant des résultats très avantageux.

Les procédés qu'ils employèrent généralement pour se procurer les dommages de guerre ont été décrits plus haut (1) et véritablement ils pouvaient jouer le rôle avantageux de mécènes ou tenter des expériences brillantes, étant donné le prix de revient des usines.

C'étaient des jeux de grands seigneurs. En d'autres temps, il eût été absolument impossible de jeter un nombre aussi extravagant de millions pour la construction d'une usine. Il est interdit d'en rien savoir, mais il est assez facile de faire des approximations, et véritablement on reste étonné devant les chiffres probables.

Les constructeurs de ces palais songeaient qu'il leur en coûtait beaucoup moins que les sommes déboursées et qu'ils seraient toujours à même de trouver un revenu quelconque pour leur mise de fonds minime.

En attendant, ils jouissaient des faveurs du gouvernement, glorieux de faire visiter les chantiers aux journalistes étrangers éblouis du relèvement magnifique de la France. Les ministres peut-être ne se doutaient pas de la dangereuse propagande qu'éveillaient ces prodigalités dans les pays ex-ennemis.

Il a été écrit en Allemagne beaucoup de choses et il

(1) Cf. supra, pages 50 et suivantes.

en a été dit plus encore, sur les folies de nos reconstructions particulièrement sur celles de notre industrie sucrière.

Beaucoup d'esprits, là-bas, estimaient au moins acceptable le principe des indemnités de guerre, mais la façon dont elles ont parfois été employées nous a fait accuser de mauvaise foi et de la volonté déterminée de les appauvrir : nous n'avions aucun besoin de leur argent puisque nous le dissipions en constructions de luxe.

Mais il y a des abus partout et il peut arriver que de telles expériences s'avèrent pleines d'enseignements.

Dans tous les cas, la base sur laquelle s'appuyaient les promoteurs de ces entreprises était probablement juste dans une certaine mesure.

Ils voyaient l'état mauvais de la sucrerie française avant la guerre, et pour eux la cause principale résidait dans l'installation défectueuse de nos usines, et dans la mauvaise organisation de nos marchés betteraviers.

Il n'y avait pas de raison pour que nous ne puissions pas faire ce que l'Allemagne faisait. Elle avait certainement le charbon à meilleur marché et également la main-d'œuvre, mais maintenant que tout était détruit chez nous nous allions pouvoir construire des usines, plus perfectionnées que celles de Bohême, à des prix de revient excessivement bas, étant donné le taux d'achat des sucreries détruites.

Or, les dépenses occasionnées pour la construction des nouvelles usines dépassaient toutes les prévisions. Il fal-

lait se hâter d'acheter de nouveaux dommages de guerre qu'on devait trouver dans un rayon de 50 kilomètres.

On procédait aussi par échanges mais le prix des nouveaux dommages avait augmenté et bientôt il existait une sorte de cours officieux pour une région donnée, ce cours variant de 40 % à 75 % de la valeur du remploi. C'est dire combien les derniers millions coûtaient cher.

Aussi jetait-on dans la sucrerie toutes les indemnités possibles, celles de maisons achetées dans des villes non reconstruites, celles mêmes d'industries éloignées comme la brasserie ou la meunerie.

Il est actuellement intéressant d'étudier la marche de ces très grosses usines, mais il n'est pas mauvais de voir quelle part elles remplissent dans l'économie nationale.

Voici la statistique officielle donnant le nombre des sucreries et leur production de sucre :

ANNÉES	NOMBRE DES SUCRERIES	TONNES DE SUCRE PRODUIT
1913-1914	206	717.000 tonnes.
1918-1919	51	110.110 »
1927-1928	107	764.000 »
1928-1929	110	818.000 »

Il ne faut pas se laisser étonner par les chiffres, car les 51 usines de 1918, faisaient la campagne dans des conditions très défavorables, les mêmes ayant, l'année précédente, produit 200.000 tonnes.

D'autre part, les 56 usines, remises en marche de 1918 à 1927 ne sont pas toutes des usines nouvelles. On en compte 16 qui étaient facilement réparables et qui furent réparées rapidement. Il reste donc une quarantaine d'usines neuves. Et on est tenté de s'imaginer que ce sont ces quarante usines nouvelles qui sont la cause des extraordinaires résultats des campagnes actuelles.

Avec la moitié seulement du nombre des usines d'avant-guerre, nous produisons plus de sucre.

En effet, sur ces 40 usines nouvelles il y en a un nombre considérable qui sont des usines moyennes travaillant de 500 mille kilogrammes à 1 million de kilogrammes de betteraves par jour.

Comme il a été dit, beaucoup de fabricants ont liquidé leurs usines et leurs dommages de guerre, aussitôt qu'il leur a été possible de le faire. D'autres se sont trouvés contraints d'imiter leurs voisins. Mais il y en a un certain nombre qui conservèrent leurs biens.

C'était à cause soit de leur isolement, soit de leur haine farouche pour la grosse affaire industrielle qui venait dépouiller leurs confrères. C'était encore pour des raisons de famille ou surtout de relations, leur assurant une bonne indemnisation.

Ceux-là en général se sont mis à reconstruire plus tard; mais, restant dans l'esprit des années d'avant-guerre, ils n'ont pas voulu faire de grands changements. Comme ils connaissaient très bien leur affaire, où ils avaient tou-

jours vécu, ils cherchèrent seulement à en supprimer les défauts sans leur faire perdre leur caractère originel.

Aussi leurs usines, dès la mise en route, se trouvèrent avoir une marche parfaite et comme elles s'appuyaient généralement sur de grosses propriétés foncières, la question de l'approvisionnement en betteraves se trouva facile, du moins dans les premières années.

Ce sont ces sortes d'usines dont le nombre tend légèrement à augmenter. Mais, comme il y en a dont la capacité est faible ou seulement moyenne, elles n'entrent que modérément en ligne de compte dans les résultats de la campagne de 1928-1929.

D'autre part, en 1918-1919, 51 usines avaient produit 110.000 tonnes de sucre. Nous avons déjà dit que ces mêmes usines en avaient produit 200.000 l'année précédente. Mais, dans les années qui ont suivi la guerre et même pendant la guerre, il y en a un certain nombre dont les bénéfices ont été considérables. Ces bénéfices ont permis la modernisation et la transformation de toutes ces sucreries qui d'ailleurs étaient obligées de se développer.

En effet, les cultivateurs des régions éloignées du champ de bataille commençaient à se rendre compte des profits apportés par la culture de la betterave qui payait une partie de leurs engrais pour l'année suivante ; aussi se mirent-ils à la développer et les fabricants se trouvèrent obligés de transformer leurs usines en conséquence.

C'était très difficile étant donné la nature de l'industrie

sucrière, mais avec leurs gros bénéfices ils étaient arrivés à obtenir de bons résultats.

Il suffit de jeter les yeux sur une production des sucreries françaises par départements, avant la guerre et à l'heure actuelle, pour en tirer des conclusions. En effet, la moyenne de la production des départements éloignés de la ligne de feu, était de 120.000 tonnes de sucre par an, pour les cinq années précédant la guerre.

Pendant la campagne 1927-1928, ces mêmes régions ont produit 230.000 tonnes de sucre, et pendant la campagne 1928-1929 où les conditions climatiques n'étaient pas très favorables dans les départements non sinistrés, la production atteignait environ 200.000 tonnes, ce qui représente une augmentation considérable, sur les chiffres de 1913, augmentation presque semblable, à celle que présente l'ensemble des sucreries françaises.

Il est donc dangereux de conclure très vite à la lecture des statistiques, ce qu'elles semblent pourtant très nettement signifier.

Dans la réalité, il y a maintenant un nombre limité de ces très grosses usines, nées d'idées grandioses venues à la suite de tout un programme de reconstruction des régions dévastées.

On a pu soutenir que la moitié des grosses sucreries françaises existait dès avant la guerre, mais il suffit d'ouvrir l'annuaire sucrier et de choisir les sucreries les plus importantes, celles dont la production atteint ou dépasse 2.500 tonnes pour avoir les idées fixées à ce sujet.

On trouve en effet :

SUCRERIES	NOMBRE	DATE
	DE TONNES DE BETTERAVES BROYÉES EN 24 HEURES	DE LA CONSTRUCTION
Aulnois-sous-Laon..	2.400	1923-1924
Escaudœuvres.....	3.000	1922-1923
Thumeries.....	2.400	1921
Corbehem.....	2.500	1920-1921
Pont d'Ardres.....	3.000	1873
Eppeville.....	3.200	1922-1924

La seule fabrique datant d'avant-guerre est celle de Pont d'Ardres et encore Pont d'Ardres s'est trouvée modernisée et agrandie. Escaudœuvres existait avant la guerre mais s'est trouvée complètement détruite et reconstruite sur de nouvelles bases quoique sa production n'ait pas été augmentée de façon sensible.

Thumeries produisait 1.600 tonnes avant la guerre.

Quant à Aulnois-sous-Laon et à Eppeville, elles ont été reconstruites sur des terrains absolument nouveaux, l'une avec les dommages appartenant à sept anciennes sucreries, l'autre avec ceux provenant de 14 sucreries dont le caractère a été radicalement modifié.

Les comparaisons exprimées par les chiffres ne figurent donc qu'une réalité trompeuse. Thumeries par exemple avait une capacité de production de 1.600 tonnes, mais c'était une usine déjà plusieurs fois modernisée et dont les possibilités d'extension restaient très petites. Aujourd'hui, la sucrerie est construite pour travailler 2.400 tonnes mais sa production pourrait très certainement être

augmentée et a probablement déjà été augmentée dans de notables proportions suivant les circonstances. On comprend ce souci des industriels puisque la culture betteravière dans les régions dévastées n'a pas encore atteint son développement d'avant-guerre.

C'est en ce sens que les conditions ne sont pas encore redevenues normales. Mais pour ce qui est des usines très importantes, quelques-unes installées par des hommes remarquables doivent à leur direction et aux causes qui ont présidé à leur installation, de connaître une grande prospérité.

Cependant, il ne faut pas oublier le travail énorme auquel ont dû s'assujettir les reconstruteurs et les capacités exceptionnelles dont ceux-ci ont fait preuve.

Il est indéniable qu'ils ont obtenu les capitaux dont ils avaient besoin à un taux très bas. Et cependant, ils ont eu des difficultés considérables pour mener à bien leur œuvre de reconstruction, et, même aujourd'hui, pour plus simplement l'entretenir en état de marche.

Quant aux usines dont l'établissement avait entraîné un certain mouvement d'enthousiasme, elles se trouvent parfois dans des conditions moins brillantes. Il y en a qui sont soutenues maintenant par des banques, d'autres par de puissants industriels, mais on dit que leur rapport n'est pas en relation avec les sommes dépensées dans leur installation, peut-être même pas avec celles déboursées pour l'acquisition des dommages de guerre.

On ne peut pas soutenir que la construction de ces

nouvelles usines, ait été une chose entièrement nouvelle en France. On a vu qu'il existait, dès avant la guerre, quelques très importantes sucreries, mais elles s'étaient développées lentement et elles avaient grandi suivant les circonstances. Ce sont d'ailleurs celles-là qui furent reconstruites le plus facilement.

Il n'y a alors que peu de changement de physionomie avec l'avant-guerre. L'usine est étendue, modernisée. A la faveur de la destruction, on a pu racheter à bon compte quelques rivales dangereuses et la situation d'aujourd'hui se trouve être celle d'autrefois, grandement améliorée.

Ce n'est pas cette sorte de fabrique qui est typique d'un certain état d'esprit utile à décrire.

Il faut voir les personnalités importantes, venant visiter les pays détruits et décidant l'emplacement futur d'une industrie et d'une ville. Comme il y avait un nombre considérable d'intérêts en cause, le lieu choisi n'était pas toujours le plus favorable ; mais disposant de capitaux liquides, avec l'engagement de payer comptant on venait facilement à bout des sinistrés traqués par les lois de toute sorte, et se sentant sans défense contre un pays ruiné et des industriels couverts d'or.

Alors, avec l'appui bienveillant de l'Etat dans le territoire des 13 ou 14 sucreries rachetées, ce qui représentait une étendue de pays assez considérable, on jetait les fondements d'une usine, d'un château et de cottages ouvriers.

On ne peut pas dire que ces usines aient été mal étu-

diées, car on avait employé un grand nombre d'experts pour conseiller les différentes phases de leur installation. Mais, en général, l'instigateur n'était pas un fabricant de sucre, c'était plutôt un financier.

D'ailleurs, il avait trop d'occupations diverses pour s'intéresser comme il aurait fallu aux difficiles opérations de la reconstruction.

Ceux qui s'en occupaient pour lui, n'avaient jamais connu d'entreprise aussi large. Bravement ils s'étaient mis à la tâche, et de tout cœur ils travaillaient à la mise sur pied de la gigantesque machine ; mais leurs efforts n'étaient pas toujours aussi fructueux qu'on aurait pu l'espérer.

D'ailleurs, les temps étaient très difficiles.

Aucune maison française ne pouvait se charger d'installer une aussi grosse sucrerie. C'eût été pour elle une entreprise absolument nouvelle qui entraînait à des travaux d'étude impossibles à réaliser en l'absence d'ingénieurs spécialisés, et à un moment où les commandes affluaient. De plus c'était une très grosse responsabilité qui ne pouvait être encourue que dans les conditions les meilleures de réussite.

A l'étranger aussi, la situation était troublée. L'Allemagne, qui possédait une sorte de supériorité dans tout ce qui touchait au sucre, sortait de la guerre, vaincue et très appauvrie, et son état intérieur ne lui permettait pas d'exécuter des commandes qu'on n'était pas disposé à payer comptant.

D'ailleurs, il venait des ministères des conseils très pressants de faire travailler les maisons françaises et les ouvriers français. Enfin, en raison de la hâte apportée dans la construction de l'usine, il fallait acheter aussi du matériel d'occasion.

C'est pourquoi les experts portaient pour la Tchéco-Slovaquie et pour la Silésie où ils choisissaient des générateurs et des diffuseurs qu'on venait réinstaller dans les régions détruites.

D'autres achats très importants ont été faits en Hollande. On a même réussi à transporter tout le matériel d'une vieille sucrerie hollandaise, qui put ainsi être mise en marche dans le minimum de temps.

Mais ces installations avaient en partie les défauts du provisoire, alors qu'on avait voulu faire des œuvres modèles. Il s'agissait trop souvent d'installer avec cohésion les machines venues de Pilsen et celles venues de Paris, et de leur trouver un emplacement adéquat dans les bâtiments édifiés par l'architecte. Il n'était pas aisé de rendre la sucrerie une chose vivante prête à travailler avec facilité.

Aussi, de grands retards eurent lieu dans la mise en route, reculée d'année en année et la méfiance des cultivateurs, toujours prête à se faire jour, ne tarda pas à se changer en véritable animosité.

Ils avaient été trompés plusieurs années de suite, et dans ces familles terriennes où la signature d'un contrat se réduit souvent à une question de personnes, les souhaits

pour la ruine de la grosse industrie s'exprimèrent ouvertement.

D'autres raisons déterminaient l'hostilité des gens du pays contre l'industrialisation excessive de leur contrée. Ces raisons, sont probablement de tous les temps. Mais quand la concentration est un fait économique ne dépendant pas de circonstances exceptionnelles pouvant y amener un certain arbitraire, elles sont plus facilement réduites et l'on peut espérer voir changer quelque peu la mentalité paysanne.

La sucrerie était en effet presque toujours une dépendance d'un gros domaine dont le propriétaire vivait au milieu des paysans, les connaissait tous, et sa visite, pour traiter les contrats de betteraves, produisait l'effet d'un événement au milieu du long ennui des hivers du Nord.

D'ailleurs, la sucrerie était une source de richesses pour le village. Comme le travail y est saisonnier et s'étend de Septembre jusqu'en Janvier, beaucoup de gens du pays y trouvaient un emploi rémunérateur. C'était pour eux une source de profits importants qui revenait régulièrement chaque année.

Dès avant la guerre, la concentration déjà rapide de l'industrie sucrière avait amené une sorte de crise ouvrière. On était obligé de faire venir de petites équipes de Belges.

Mais, maintenant, dans les centrales, la question du personnel est devenue une chose excessivement difficile, car le métier d'ouvrier de sucrerie est un métier qui ne

peut pas s'improviser. Ceux-ci le savent, et ils en profitent.

On essaie d'acclimater des Slovènes et des Polonais et l'adresse de certains directeurs d'usines est remarquable. Pour les retenir, ils cherchent à leur construire un milieu leur rappelant leur patrie avec de petites églises au clocher bulbeux et des maisons paysannes comme on en voit en Carinthie.

Aussi doit-on comprendre que les cultivateurs de la région méfiants et inquiets, ne voyaient pas avec sympathie cette grosse affaire nouvelle. D'ailleurs, pour s'assurer une certaine quantité de betteraves les nouvelles usines avaient acheté de grandes étendues de terre et, pour remédier aux prix exorbitants des transports de la matière première, elles avaient installé des râperies.

Mais, ayant rompu les contrats avec les paysans, ceux-ci se sachant sollicités s'étaient tournés ailleurs, et la vieille rivalité des sucreries voisines avait repris avec plus de vigueur que jamais. Même actuellement, malgré toute sorte de protestations d'amitié et d'ententes au sujet de l'approvisionnement en betteraves, les sucreries se craignent l'une l'autre et songent surtout à se gêner le plus possible dans cette question pour elles d'importance primordiale.

Il suffit en effet de songer à une usine capable de broyer 3.500 tonnes de betteraves par jour, pour se rendre compte des dépenses excessives que représente un simple supplément de 20 fr. par tonne de betteraves.

Et souvent, ce n'est pas de 20 fr. par tonne qu'il s'agit !

On cite beaucoup d'exemples d'usines allant chercher à 100 km. et parfois jusqu'à 120 km. le complément de matière première indispensable.

On sait, en effet, qu'une fabrique de sucre doit toujours fonctionner à plein rendement, et les pertes deviennent tellement importantes dès que la matière première fait défaut, qu'on est obligé de s'en procurer à tout prix.

Or, on avait pensé en rachetant une dizaine de petites sucreries et en construisant une seule, profiter de tous les avantages de la concentration.

La question de l'alimentation en betterave n'avait pas spécialement préoccupé les ingénieurs chargés de l'installation. Ayant racheté toutes les petites usines, ils avaient la conviction que le terroir betteravier, de lui-même, viendrait fournir ses betteraves à la nouvelle société.

D'ailleurs, pour ne pas se laisser trop handicaper par les frais d'approche, il y avait un moyen ancien, celui de la râperie.

Aussi, décida-t-on de construire des râperies, mais leur nombre ne devait pas être excessif car elles détruisaient l'unité de l'usine, réduite à travailler des jus.

Les difficultés de toutes sortes auxquelles se heurtèrent les promoteurs des nouvelles entreprises, devinrent on le voit, considérables, dès que les fabricants eurent repris une certaine confiance dans les destinées de leurs régions dévastées, et surtout quand les cultivateurs eurent déclaré une hostilité ouverte.

S'il n'y avait plus qu'une seule société, elle devenait

maîtresse du prix des betteraves, étant la seule à les acheter. C'est du moins ce qu'on craignait, et si les conditions d'avant-guerre devaient normalement revenir, les prix payés aux planteurs seraient insuffisants.

Aussi, vit-on se former des syndicats de planteurs dans le but d'obtenir des conditions meilleures. Ceux-ci existaient d'ailleurs depuis 1911.

Les éléments figurant dans le prix de la betterave à payer aux planteurs sont en effet le poids, la densité et le cours du sucre.

Comme la culture s'était relevée rapidement et ne trouvait plus en face d'elle dans la sucrerie la concurrence qu'elle avait espéré y rencontrer, les prix offerts avaient diminué dans de grandes proportions. Ils étaient tombés en certains lieux de 80 % du cours du sucre en 1913 à 54 % en 1920.

Aussi, les syndicats betteraviers agirent-ils avec vigueur pour obtenir une augmentation du pourcentage, ainsi que d'autres avantages, parmi lesquels on peut compter parfois une participation aux bénéfices, et toujours des conditions avantageuses pour la livraison des betteraves et le prix des pulpes.

Au sujet de la densité, il était intervenu des accords donnant des primes importantes à la densité la plus forte.

Une question très longuement controversée, a été celle du contrôle des bascules qui a reçu des solutions diverses, mais qui s'est trouvée portée devant la Cour d'Appel de Rouen en novembre 1925.

A la suite de l'arrêt de la Cour, la Confédération générale des planteurs obtint un agent assermenté du service des fraudes, en application de la loi de 1905.

D'ailleurs, pour simplifier toutes ces disputes, et pour profiter des énormes bénéfices attribués à la sucrerie, il y avait pour les cultivateurs un moyen très simple, celui de la coopérative.

Avant la guerre il en existait un certain nombre, sous une forme plus ou moins déguisée. Maintenant, elles tendent à se raréfier. Peut-être à cause de l'énormité des capitaux actuellement nécessaires à l'installation d'une sucrerie.

Il en demeure six, pour la plupart peu importantes.

Mais, la plus intéressante a été réalisée depuis 1923 à Lilliers, pour résister à des voisins trop puissants.

Il est difficile de parler de ses résultats qui actuellement sont très discutés.

L'action des planteurs s'exerça aussi de beaucoup d'autres manières, surtout en favorisant la reconstitution des petites entreprises privées auxquelles ils venaient de préférence livrer leurs betteraves. Ces sucreries pouvaient en effet, appliquer des règles plus souples, laisser par exemple le cultivateur transporter lui-même ses betteraves depuis son champ jusque dans la cour de l'usine et l'indemnité qui en résultait pour lui ne pouvait pas être accordée par les usines centralisées où les frais généraux tenant à la parfaite organisation de toute chose sont déjà très con-

sidérables et occupent des bureaux importants sur les lieux mêmes et souvent à Paris.

Les travaux de vérification et d'expertise, les inventaires sont très soigneusement dressés.

Qu'on songe aux laboratoires où, dans certains cas, 20 chimistes sont occupés à un travail rempli, dans d'autres sucreries, par deux seuls chimistes, l'un de jour et l'autre de nuit !

Les bureaux tiennent une place considérable dans la vie de l'usine nouvelle où, auparavant, ils étaient un organe peu important, occupant quelques comptables sous l'immédiate surveillance du fabricant.

Maintenant, ils comprennent de nombreux employés, organisés hiérarchiquement, des secrétaires, un directeur qui lui-même est entièrement subordonné à des ordres venus de très loin, de la personnalité importante qui se cache sous le couvert de la société anonyme ; c'est pourquoi ce directeur a des pouvoirs excessivement étroits.

Pour la plus petite chose, il lui faut téléphoner aux bureaux de Paris, eux-mêmes étant en contact avec le personnage — et ce personnage occupé de mille choses, souvent de ses plaisirs et souvent aussi de politique, et possédant de gros capitaux dans beaucoup d'autres sociétés, téléphone ses ordres, parfois sans connaître avec précision les conditions dans lesquelles se trouve l'affaire.

Il a installé la sucrerie parce qu'il y voyait une fort belle affaire financière : dommages achetés à prix très bas, gros domaine constitué facilement et payé peu de chose,

terre détruite où il allait exercer son activité et faire surgir une installation nouvelle.

Quelle réclame politique et industrielle en dehors de tous les profits à recueillir !

Il fallait donner à l'industrie sucrière française une leçon magnifique, et démontrer comment un homme d'ordre et d'organisation, sans être de la partie, à proprement parler, s'entendait cependant à mettre toutes choses en état.

Il s'était entouré de collaborateurs qu'il avait jugés capables, ou il avait essayé de réunir autour de lui quelques anciens fabricants à qui il faisait savoir ses ordres, leur ayant donné parfois de petites participations ; mais il avait pris soin de se réserver le contrôle de plus de la moitié des actions du capital social.

Il avait parfaitement organisé l'affaire au point de vue financier, et s'étant assuré des appuis de toutes sortes, il pensait que de lui daterait une ère nouvelle dans l'industrie du sucre de betteraves.

Or, la sucrerie est au point de vue technique une industrie très délicate, et c'est un fait que la plupart des affaires nouvelles ne cessent d'avoir des ennuis de fabrication. Peut-être est-ce dû aux tâtonnements inévitables dans les premières années de mise en route d'affaires aussi considérables. Cependant il ne semble pas que ces ennuis diminuent d'année en année, quoique les renseignements soient très incertains à ce sujet. Enfin l'approvisionnement se fait mal.

On a parlé précédemment de la légère augmentation de la production sucrière de la campagne 1928-1929 sur celle de 1913 et on a dit qu'elle était due aux régions non dévastées.

Pour ce qui est des régions dévastées elles-mêmes, il y a encore parfois des différences considérables entre la production d'avant-guerre et celle d'aujourd'hui. Ainsi l'Aisne, premier département sucrier avant la guerre, ne donne pas en 1928 beaucoup plus de la moitié de sa production de 1913.

Cela tient probablement à ce qu'on ne trouve plus dans les départements du Nord, le même enthousiasme à cultiver la betterave que celui qu'on rencontrait dans les années 1900.

D'abord, quoique les graines aient été soigneusement sélectionnées et que la plante obtenue aujourd'hui soit généralement un peu plus riche et un peu plus grosse, la culture est probablement d'un résultat moins intéressant puisque les planteurs la délaissent lentement. Cela tient peut-être surtout au fait qu'ils ont remarqué « que la terre se fatigue de porter la betterave, malgré l'apport d'importants engrais commerciaux » (1).

Dans les champs où l'assolement ramène la betterave tous les deux ou trois ans, on n'arrive pas à faire toujours en temps utile les travaux de préparation du sol. M. Jo-

(1) Joseph HITIER. — *La production Sucrière française* (Revue d'Economie Politique, année 1918, page 16).

séph Hitier pense même que « notre infériorité de production de sucre à l'hectare pourrait tenir pour une large part à la concentration de notre culture betteravière dans une zone trop resserrée. »

En tout cas, cette zone s'est beaucoup élargie depuis les dévastations des départements du Nord et cela est peut-être un bien.

Mais, comme les champs de betteraves ne forment plus un réseau aussi serré qu'avant la guerre, l'usine est obligée d'aller chercher plus loin sa matière première et plus l'usine est grande plus la betterave vient de loin. Les râperies n'ont souvent qu'une utilité médiocre, car de par les conditions de leur installation, elles ne peuvent être situées très loin de la centrale. Elles lui sont en effet reliées par des canalisations qui entraînent de gros frais, et qu'on ne peut prolonger au delà d'une quinzaine de kilomètres. Les quelques essais tentés pour installer des râperies à une distance plus considérable de la sucrerie, ont été peu concluants.

La Centrale se voit donc obligée de travailler quelques milliers de tonnes de betteraves dans son voisinage immédiat, et de faire venir le surplus d'une zone très lointaine puisque située au delà des râperies. Si à ce lourd fardeau des frais d'approche, s'ajoutent des difficultés d'ordre technique dues à une installation réalisée après la guerre dans les conditions point très favorables de cette période, les frais des différents services attachés à la Société et le

désavantage causé par le fait que la seule personne responsable ne possède pas de compétence spéciale dans cette industrie, et n'y vient que très rarement pour de courtes tournées d'inspections, on comprend pourquoi tant de gens du Nord annoncent la ruine plus ou moins prochaine de ces nouvelles sucreries.

Or, ces gens raisonnent comme des gens passionnés, voyant seulement les choses qu'ils ont sous les yeux.

Ils ont d'abord crié au vol en voyant la façon dont ont été collectionnées les ruines des sucreries d'avant-guerre, leurs dommages et les propriétés rurales ; puis ils ont crié au scandale en apprenant les chiffres fabuleux des indemnités touchées. Maintenant ils crient à la ruine, et cependant on doit songer au fonds de roulement énorme que doivent posséder de semblables industries.

Car, ces sucreries sont liées très étroitement avec des banques qui parfois en sont propriétaires, et celles-ci trouvent un intérêt très grand dans la manipulation de leurs fonds de roulement. D'autre part, le profit industriel est souvent peu intéressant au jugement de gens habitant Paris. Il peut y avoir un déficit dans le rendement industriel de la Société, et cependant on parviendra à trouver un bénéfice parce que le produit commercial de l'affaire sera considérable.

Cela ne pouvait pas se passer ainsi couramment avant la guerre.

Il y avait des fabricants de sucre spéculateurs, mais la spéculation était alors du jeu.

Maintenant, l'envergure des personnages placés à la tête des Sociétés et leur puissance, sont si grandes, que leur influence se trouve être considérable. Les capitaux qu'ils représentent sont aussi très importants, et par conséquent leurs renseignements sont les meilleurs possibles, et leur permettent de dédaigner les profits qu'ils auraient pu tirer d'une organisation industrielle mieux adaptée.

Il est même permis de se demander si cette concentration n'avait pas pour cause principale le besoin de sentir toutes les forces réunies, alors qu'elles se seraient trouvées disséminées dans un nombre plus grand de sucreries ; en effet, l'étroit assujettissement dans lequel sont tenues toutes ces entreprises, n'était possible que dans le cas d'une grosse affaire.

Or, ces grosses affaires vont actuellement même se soudant et on cite deux des plus grandes raffineries françaises, propriétaires de très importantes fabriques de sucre reconstruites, qui viennent de s'unir. Cela a provoqué un gros émoi dans les milieux sucriers où l'on craint toujours de voir se dessiner une évolution semblable à celle qui a eu lieu dans la raffinerie.

M. Henri Truchy écrivait en 1903, dans une étude sur la nouvelle législation des sucres : « L'industrie sucrière a vécu longtemps sous la domination de la raffinerie ; la puissance de celle-ci est encore énorme, quoique amoindrie : or, cette domination a été fondée sans doute en partie sur des causes naturelles, mais plus encore sur des mesures législatives habilement provoquées ou utilisées.

Le monopole des raffineries a des origines lointaines et a tiré en partie sa force de l'action législative et gouvernementale (1). »

Si cela était déjà vrai en 1903, c'est encore beaucoup plus vrai en 1930. A la suite des gros bénéfices de guerre et d'une interprétation adroite de la loi d'avril 1919, la raffinerie a cherché à mettre la main sur la plus grande partie de l'industrie sucrière française.

Mais peut-être a-t-elle vu trop large, puisque deux des principales maisons se trouvent aujourd'hui contraintes de réunir leurs forces.

Contre leur besoin de domination après la guerre, bien des fabricants de sucre avaient cherché à se défendre par tous les moyens. Ils avaient d'abord cherché à s'unir entre eux, mais ces essais d'association ne purent généralement pas aboutir. Ils furent donc obligés de chercher du soutien dans des industries autres que la leur. Aussi voit-on un certain nombre de sociétés hybrides possédant à la fois sucrerie, raffinerie, distillerie et de grandes étendues de terres, mais y adjoignant des industries complètement étrangères. Ces unions ont été dictées par l'obligation de résister par tous les moyens à l'achat à vil prix que pouvaient se permettre ceux qui possédaient l'argent et les influences. On avait moins de chance d'être absorbé complètement par des industries plus différentes.

(1) Henri TRUCHY. — *La nouvelle Législation des Sucres* (Extrait de la *Revue de Science et de Législation financière*, année 1903, page 5.

En sens contraire il est arrivé que la sucrerie se mît à construire des raffineries, et il en est un exemple trop célèbre pour avoir besoin de le désigner autrement.

A la suite de la guerre, deux fabricants de sucre ont pu constituer un faisceau d'industries remarquables, parmi lesquelles on trouve plusieurs sucreries, des distilleries et une très importante raffinerie qui est en passe de devenir la plus considérable de France.

Cette société, usant des moyens habituellement employés par les raffineurs, a su en tirer profit de telle sorte que ces sucreries fonctionnent de manière remarquable. Chaque année ajoute de nouvelles industries : ce furent d'abord des usines de cartonnages pour emballer le sucre, puis des usines de pâte à papier, des tissages, etc..., ainsi que d'immenses propriétés foncières sur toute la surface de la France : des domaines dans le Nivernais pour en tirer les bœufs qui viendront en hiver s'engraisser avec les pulpes de betterave, des forêts dans les Pyrénées et en Scandinavie pour en tirer la pâte de bois nécessaire au cartonnage, etc..

Mais contrairement au besoin ordinaire de magnificence si généralement nié et cependant déployé par les gros reconstructeurs, surtout dans les années qui suivirent immédiatement l'armistice, cette très puissante société est toujours demeurée infiniment modeste dans l'énumération de ses richesses, qui cependant, s'accroissent chaque jour ; et maintenant elle en est venue à heurter et à émietter très fortement la situation des anciens raffineurs.

Il est difficile de porter un jugement sur une création industrielle de cette sorte. Très certainement elle absorberait tout le marché, si, avec le népotisme cher aux esprits français, il n'était plus probable que les qualités des fondateurs se trouvant difficilement chez leurs successeurs, cette puissante société elle-même s'émiettra lentement dans le cours du temps.

Quant aux avantages industriels produits par la concentration dans l'industrie sucrière, il est fort probable qu'ils se réduisent à peu de chose.

Si on prend le bulletin de statistique et de législation comparée on y trouve les chiffres suivants :

	Campagne 1912-13	Campagne 1928-29
Nombre d'usines.....	213	110
Quantité de sucre produit en tonnes.....	877.000	803.000
Quantité de charbon consommé en tonnes.....	784.000	622.000
Journées d'ouvriers.....	2.742.000	2.427.000
Nombre d'ouvriers.....	31.764	27.187

En 1912-13, dernière année normale d'avant-guerre, car la statistique n'existe pas pour 1913-14, il y avait en France 213 fabriques de sucre ayant fait la campagne.

Aujourd'hui il y en a seulement 110, soit un peu plus de la moitié.

La quantité de sucre produit était de 877.000 tonnes, soit 74.000 tonnes de plus que pendant la campagne 1928-1929.

Dans les journées d'ouvriers il n'a pas été tenu compte des journées de femmes et d'enfants dont le nombre actuellement est beaucoup moins important qu'avant-guerre, quoique le total n'en soit pas considérable. Mais sur le nombre d'ouvriers lui-même, l'économie réalisée est absolument inexistante, surtout si l'on remarque que la production de 1912-13 était sensiblement supérieure à celle de 1928-29. Il faut toujours trois journées d'ouvriers pour produire une tonne de sucre et si l'on faisait entrer dans ces chiffres les journées des employés de bureau, occupés tant à Paris qu'en province par les sociétés, on obtiendrait des résultats probablement tout différents.

La seule économie intéressante est réalisée sur l'emploi du charbon et il est peu probable que cette économie tienne à la dimension de la sucrerie, mais bien plutôt au matériel plus perfectionné employé maintenant.

On en a la preuve dans le fait que la moyenne la plus basse est obtenue par M. Barbarre, dans son usine nouvelle de Guignicourt, usine moyenne, puisqu'elle broye 700 tonnes de betteraves dans les 24 heures.

QUATRIÈME PARTIE

Situation et Perspectives actuelles

DE

L'Industrie Sucrière Française

La situation actuelle de la sucrerie française vient d'être décrite dans ses sources avec le souci le plus grand de respecter la vérité toutes les fois qu'elle est connue, et de chercher à s'en rapprocher le plus possible quand quelque raison a poussé à la déformer ou à la cacher.

Avec ces renseignements incomplets et probablement parfois erronés, il faut s'efforcer de comprendre les difficultés actuelles et de se représenter quelles peuvent être les perspectives de l'industrie sucrière en France.

Beaucoup de publications ont exprimé l'espoir qu'avec la réorganisation et la reconstruction des usines rendues possibles par les dévastations de la guerre, la France pourrait retrouver dans le monde la situation importante qu'elle occupait aux environs de 1900.

Alors, comme il a déjà été dit ailleurs, notre produc-

tion était de 1.050.000 tonnes de sucre, deux fois plus que notre consommation. Nous pouvions donc exporter 500.000 tonnes par an au moins, ce qui était une aide sérieuse pour l'économie nationale, du moins d'après le jugement de bien des journalistes.

La convention de Bruxelles étant dénoncée, beaucoup d'auteurs répandaient largement dans le pays des vues optimistes tout à fait fausses.

La reconstruction très brusque de 1924-1925 avait donné des espoirs larges et déterminé un mouvement dont les effets n'ont pas été précisément favorables à l'avenir de l'industrie sucrière.

Voyant l'augmentation subite de notre production, beaucoup de gens se sont mis à bâtir des projets d'exportation en ne tenant aucun compte de la situation réelle.

En effet, le problème sucrier est devenu excessivement ardu. Chacun connaît les deux sources de production du sucre : la canne et la betterave qui ont toujours été rivales et ont longtemps progressé de pair.

Au cours du dernier siècle, la production de la canne était demeurée plus importante que celle de la betterave mais sa supériorité allait diminuant.

En 1870, la production du sucre de canne représentait 63 % de la production totale. En 1890, 58,8 %, et en 1900, 51 %. On voit que sa part dans la production totale du sucre allait en diminuant, quoiqu'elle eût quintuplé en trente ans, passant de 1.163.000 tonnes à 6.217.000 tonnes.

Peu après 1900, le développement excessivement rapide

de la production betteravière, du aux droits de douanes pratiqués en Europe et au régime des primes, faisait passer la part de la canne à 47,9 % en 1905. Mais dès 1913, elle reprenait une légère supériorité. D'ailleurs on remarqua à cette époque un fléchissement dans la production du sucre de betterave.

CAMPAGNES	SUCRE DE BETTERAVE	°/o	SUCRE DE CANNE	°/o
	EN MILLIERS DE TONNES		EN MILLIERS DE TONNES	
1870-71	980.000	37	1.663.000	63
1880-81	1.801.000	33,9	3.507.000	66,1
1890-91	3.656.000	41,2	5.207.000	58,8
1900-01	5.962.000	49	6.217.000	51
1905-06	7.232 000	52,1	6.647.000	47,9
1910-11	8.566.000	50,2	8.471.000	49,8
1913-14	8.308.000	47	10.015.000	53
1919-20	3.339.000	22,8	11.364.000	77,2
1923-24	5.861.000	29,7	14.258.000	70,3
1926-27	7.757.000	32,6	16.056.000	67,4
1927-28	9.033.000	35,7	16.328.000	64,3
1928-29	9.319.000	35	17.293.000	65

d'après la statistique de M. F.-O. Licht, de Magdebourg.

Vint la guerre avec ses dévastations et les troubles de toutes sortes qui l'accompagnèrent. Les pays belligérants étaient les plus importants pays betteraviers, aussi leur production devint minime et la part de la canne augmenta sans arrêt jusqu'à représenter en 1919 77,2 % de la production totale, c'est-à-dire plus de trois fois celle du sucre de betteraves.

Depuis, grâce à la reconstitution de l'Europe, cette proportion a changé et la production du sucre de betteraves est revenue peu à peu à son chiffre d'avant-guerre. Mais celle du sucre de canne s'était développée très rapidement, aussi représente-t-elle encore environ 65 % de la production totale et il ne semble pas que les choses puissent se rétablir dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre.

En effet, les autres pays belligérants ont, comme la France, attaché une grande importance à la reconstitution de leur industrie sucrière et en étudiant le tableau des productions des pays européens on s'apercevra que les contrées dont la production n'atteint pas celle d'avant-guerre, sont précisément celles qui n'ont pas souffert de la destruction.

CAMPAGNES.		1913-14	1919-20	1926-27	1929-30
VALEUR BRUTE EN TONNES MÉTRIQUES	Allemagne.	2.259.000	716.627	1.657.088	1.843.750
	Tchéco-Sl.	1.270.955	504.700	1.031.489	986.434
	Autriche...		5.210	79.686	118.042
	Hongrie...	230.500	11.430	175.086	
	Belgique...	230.342	146.918	233.421	245.000
	Angleterre..	3.760		175.111	290.000

Il est très intéressant d'observer que l'Allemagne qui était en état de développement rapide se trouve brusquement ramenée en arrière.

Sa production actuelle est de 1.843.000 tonnes alors que celle d'avant-guerre sur le territoire actuel du Reich,

d'après M. F.-O. Licht, de Magdebourg, était de 2.259.000 tonnes. — La situation est semblable en Tchéco-Slovaquie.

Par contre, le plus gros pays consommateur d'Europe : l'Angleterre, cherche à développer chez elle l'industrie sucrière de la façon la plus rapide. Le British Sugar Subsidy Act de 1925 accorde des subsides énormes d'une durée de dix années.

D'ailleurs, l'Angleterre qui était le principal débouché européen avant la guerre, cherche à réaliser une union étroite entre la Métropole et les Dominions.

Les conférences impériales tendent à accorder aux produits des Dominions un régime de faveur sur le marché anglais. Il existait des droits préférentiels, mais la loi douanière du 25 avril 1928 a accordé de nouvelles réductions. En tout cas, les colonies anglaises ne sont pas en état d'alimenter en sucre leur métropole, car si la production de l'Inde paraît considérable, le sucre produit est de trop mauvaise qualité pour pouvoir être exporté.

Mais les pays de sucre de canne, ayant développé leur production d'une manière remarquable, se sont empressés de s'emparer d'un marché libre aussi intéressant.

Cela ne leur était pas difficile car, malgré les taux élevés du fret, leur prix de revient demeure très inférieur à celui des pays européens.

Les pays producteurs de canne à sucre, en effet, avaient profité de façon très large des difficultés où se trouvaient les nations betteravières. Les hauts cours du sucre leur avaient procuré des bénéfices considérables et les besoins

de la consommation, devenus très supérieurs à la production défailante, les incitaient à moderniser leur outillage, à créer de nouvelles usines et à étendre leurs cultures.

Cuba a vu doubler sa production, et Java l'a vu augmenter dans des proportions fantastiques.

Ces progrès peuvent s'accroître et s'accroîtront, car il y a des possibilités considérables d'extension, possibilités presque indéfinies.

Cuba et Java ont encore de grandes étendues cultivables. L'Inde également. L'Indochine commence à planter de la canne. En Amérique du Sud il y a beaucoup de terres favorables.

La production est limitée seulement par la possibilité de trouver des débouchés et, dans cette lutte, la canne se trouve infiniment plus favorisée que la betterave.

A Java, un hectare de cannes produit en moyenne 160 sacs de sucre, alors qu'un hectare de betteraves n'en donne pas toujours 35 en France.

De multiples conditions s'ajoutent à cette cause initiale et il est dit couramment aujourd'hui que le prix de revient d'un sac de sucre de canne, est d'environ la moitié de celui d'un sac de sucre de betteraves.

Cela était connu depuis longtemps, mais avant la guerre, la mauvaise organisation de la production dans les pays tropicaux, faisait que le sucre colonial se contentait de ses débouchés, aux Etats-Unis particulièrement, et n'était

pas entré en sérieuse concurrence avec le sucre de betterave sur les marchés européens.

Mais les hauts prix payés à la suite de l'insuffisance de la production mondiale dans les années 1914 à 1923, et aussi dus en partie à l'esprit spéculatif qui a sévi pendant la même période, ont intensifié la production. Elle a rapidement atteint puis dépassé les besoins dès l'année 1923, car l'Europe voulait absolument retrouver sa situation d'avant-guerre.

En milliers de tonnes de 1 016 kilos.

CAMPAGNES	PRODUCTION	CONSOMMATION	AUGMENTATION o/o de la CONSOMMATION	STOCK AU 31 AOUT
1922-23	18.742	19.361	—	4.462
1923-24	20.669	19.855	2,6	5.269
1924-25	24.566	22.680	14,2	7.155
1925-26	24.958	24.313	7,2	7.800
1926-27	24.567	24.725	1,7	7.642
1927-28	26.616	26.098	5,5	8.160
1928-29	27.976	27.022	3,5	9.114

Augmentation moyenne annuelle de la production
8,2 %.

Augmentation moyenne annuelle de la consommation
6,6 %.

On constate par la statistique que l'augmentation moyenne annuelle de la production est de 8,2 %, alors que l'augmentation moyenne annuelle de la consommation, ne

dépasse pas 6,6 % ; cela suffit pour expliquer la situation actuelle puisque le seul frein réside maintenant dans la diminution des prix.

Or, les cours avaient constamment monté sur le marché de New-York depuis 1914 où ils se trouvaient être de 2 cents 80 par livre, jusqu'en 1920 où ils atteignent le chiffre fabuleux de 11 cents 35 (1).

Les cours à la Bourse de Paris étaient soumis au contrôle gouvernemental pendant la guerre.

En 1921, le marché redevenait libre, mais les prix cotés ne sont pas intéressants à considérer en raison des fluctuations incessantes du change français. Il vaut donc infiniment mieux considérer seulement les chiffres cotés à New-York.

En 1921, la crise terrible fait tomber les cours à 3 cents 15 par livre, mais en 1923 suit une reprise importante qui les pousse à 5 cents 24 en moyenne.

Depuis, le mouvement de baisse lente reprend. Après avoir été dans le courant de 1929 inférieurs à 3 cents 60, les prix se tiennent maintenant (mars 1930) aux environs de 3 cents 77.

Et il ne saurait en être autrement car les stocks chaque année, deviennent plus importants. De 5 millions de tonnes en 1923, ils étaient passés à plus de 9 millions en 1929. Dans les dernières années ils augmentent de près de 1 million de tonnes à chaque nouvelle campagne.

(1) Cours de la Côte Bodenheimer.

Aussi les Etats réagissent-ils de toutes sortes de façons.

Les pays les plus inquiets sont les pays exportateurs ; les autres, tenant avec force à leur industrie sucrière, se contentent d'augmenter périodiquement les droits de douane sur les sucres étrangers. Depuis quelques mois ils ont tendance à diminuer les droits d'accise.

Des cartels ont été formés dans l'Europe centrale, en Tchéco-Slovaquie et en Allemagne, en vue de défendre les cours par le moyen du contingentement. Mais toutes les nations ayant augmenté leurs droits de douane de façon considérable, les pays exportateurs deviennent de plus en plus gênés.

Il est curieux de voir à quel point la protection a augmenté depuis la convention de Bruxelles qui permettait un droit maximum de 5 fr. 50 ou 6 fr. par sac.

Aujourd'hui l'Allemagne a établi un droit de 152 fr. 25

—	l'Angleterre	—	de 142 fr. 65
—	l'Espagne	—	de 291 fr.
—	la France	—	de 140 fr.
—	la Roumanie	—	de 248 fr.
—	la Pologne	—	de 171 fr. 80
—	la Tchéco-Slovaquie	—	de 253 fr. 50

En peu de pays, les droits d'entrée sont restés minimes.

Même en réduisant ces chiffres au taux de la monnaie d'avant-guerre, on voit que les droits de douane actuels de la France, qui ne sont pourtant pas les plus élevés, représentent aujourd'hui environ 28 fr. or, soit près de cinq fois la valeur de ceux établis avant la guerre.

Derrière une protection aussi élevée, et devant des résolutions aussi nettes, l'industrie du sucre doit se développer, mais son développement tout artificiel est perpétuellement en danger. Comme il est le résultat de l'application d'un principe, il est soumis aux mêmes variations que ce principe. Vienne un nouveau gouvernement, une génération nouvelle, la guerre sera oubliée et on ne comprendra plus l'avantage de payer un objet de première nécessité comme le sucre deux fois plus cher qu'il ne vaut.

Ces tarifs de douane et cette reconstruction rapides terrorisèrent Cuba dès 1925. Cuba se croyait en faute, aussi une loi du 3 mai 1926 conféra au président de cette république, le droit de fixer le jour de l'ouverture de la campagne, le chiffre de la production totale, et le contingentement pour chaque sucrerie.

La production fut limitée dès la campagne 1925-26, mais bientôt le Gouvernement Cubain se rendit compte que les mesures concernant sa production ne pourraient suffire à rétablir l'équilibre du marché.

Au contraire, Java en avait largement profité.

Aussi, sur la demande du Gouvernement Cubain, se tint à Paris du 11 au 14 novembre 1927, une conférence à laquelle assistèrent des représentants des principales nations productrices de sucre. On y rechercha des moyens pour limiter la production, et pour développer la consommation.

Cette conférence ne produisit pas d'autres suites im-

portantes, sauf une nouvelle conférence tenue à Berlin entre les producteurs polonais, tchécoslovaques et allemands, en janvier 1928.

D'après le Docteur Freund (*Weltwirtschaftliches Archiv*, mai 1928), on y fixa la part respective de l'exportation de ces trois pays pour 1928, mais ce deuxième projet resta sans effet.

La situation cependant était sans aucun doute mauvaise, car peu de temps après la conférence de Berlin, dès octobre de la même année, le comité économique de la Société des Nations, dans sa 26^e session, cherchait à trouver une solution à la crise.

Des mémoires très intéressants lui furent remis, qui ont été publiés par le secrétariat de la Société des Nations (1).

Le célèbre docteur Mikusch, de Vienne, y étudie l'influence de la législation sur la production et sur l'exportation du sucre, et sur les moyens d'augmenter la consommation.

Du 4 au 6 avril 1929, eut lieu à Genève une consultation d'experts en matière sucrière de toutes les nations, sauf du Japon et des Etats-Unis, sous la présidence de M. Trendelenburg.

Une nouvelle consultation eut lieu les 13 et 14 mai

(1) Mémoires du Docteur Prinsen Geerlings d'Amsterdam sur la production du sucre de canne, de MM. F. O. Licht de Magdebourg sur la production du sucre de betterave, et du Docteur Mikusch de Vienne publiés par le *Secrétariat de la Société des Nations* : N° C. M. 57. 1929. II.

1929, cette fois d'experts en matière de culture betteravière.

Le comité délibéra lors des deux sessions des 1^{er} et 3 juillet 1929.

Pendant ce temps, le 28 juin 1929, une conférence privée se réunissait à Bruxelles.

La conférence de Bruxelles s'est terminée par un accord en juillet 1929. Cet accord est basé sur une limitation des exportations pendant quatre ans à l'exportation la plus forte réalisée par chaque pays.

A la conférence assistaient les délégués de l'Allemagne, de la Belgique, de Cuba, de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. On obtint l'adhésion du Pérou, de Saint-Domingue, de Haïti et des Philippines, mais malgré toutes les démarches, Java voulut conserver sa liberté et s'en expliqua dans une lettre très intéressante publiée dans la *Raffinerie Tirlemontoise*.

Cependant, le Conseil économique de la Société des Nations avait publié le communiqué attendu dont les termes se trouvaient pesés avec soin.

On y pouvait lire : « Les experts ont exprimé l'avis qu'un accord entre les producteurs serait la condition préalable pour la réalisation des mesures envisagées (1). »

Et voici les commentaires de M. Jean Chevalier qui étudie cette question dans la revue des *Etudes Coopératives* (2) : « Qui dit entente préalable, dit évidemment

(1) Cote Bodenheimer, 30 avril 1929.

(2) *Revue des Etudes Coopératives*, année 1929, page 373.

contingemment de la production. Une fois la production limitée, les droits de douane perdraient beaucoup de leur signification. Il serait donc facile par le moyen classique d'abaissement des droits, d'accroître la consommation. »

Reste à savoir sur quelle base, d'après quel principe pourrait se réaliser une entente. Le Comité économique, pressenti en vue de fournir des suggestions, a, sur ce point, cru devoir prudemment se réserver.

Et le Conseil économique de la Société des Nations n'a pas eu tort de faire preuve de prudence, car la situation est réellement sans issue.

On ne peut conseiller aux peuples d'ouvrir leurs frontières et de détruire les fabriques de sucre de betteraves qu'ils ont coûteusement reconstruites et dont l'activité leur revient encore beaucoup plus cher.

Aussi, bataille-t-on à coup de mémoranda.

Un des plus curieux est celui déjà cité de l'Institut International d'Agriculture de Rome qui expose « la nécessité d'envisager la culture betteravière, non seulement en raison de son rôle de productrice de la matière première indispensable à l'industrie sucrière, mais encore et surtout parce qu'elle a également pour effet de transformer en l'améliorant, la capacité productive de l'exploitation agricole, et à cause de ses répercussions sur la prospérité générale de l'agriculture et des industries qui s'y rattachent. »

Dans ce memorandum, la question de l'industrie sucrière est traitée comme une question accessoire ; cela

est très intéressant comme indication de l'état des esprits à ce sujet.

Il n'y a plus moyen de défendre l'industrie du sucre de betteraves, aussi prend-on grand soin de mettre en lumière les bienfaits que répand la culture de cette plante.

Les experts européens ont déclaré que la responsabilité de cette crise sucrière n'incombait pas à l'Europe, dont la production atteint à peine le chiffre d'avant-guerre, et, soutenus par cette excellente raison, ils ont estimé que « des mesures visant à réduire la production n'étaient ni souhaitables ni possibles ».

Evidemment toute mesure serait au fond inutile puisque c'est l'industrie entière du sucre de betteraves qui se trouve en cause.

Quant au point de vue des agriculteurs, il est unanime. Aucune entente ne doit tendre à une réduction de la production betteravière.

Dans *Production Nationale et Economique* de mai 1929, MM. Henri et Joseph Hitier affirment l'intérêt capital qu'il y a pour notre pays à ne pas dépendre de l'étranger pour une denrée aussi nécessaire que le sucre et insistent sur le fait que « la culture betteravière demeure le pivot du progrès pour la production des céréales, du blé en particulier, et pour l'entretien du bétail et la production de la viande ».

Tous les pays européens tenant de semblables raisonnements, le Docteur Mikusch dans son memorandum constate que « les résultats donnés par les tentatives des producteurs, en vue de remédier à la crise sucrière, sont peu encourageants ».

Ausi, un fort mouvement d'opinion cherche-t-il à encourager les plus gros pays exportateurs, Cuba et Java, à limiter leur production, mais une pareille attente paraît bien vaine après l'échec de la conférence de Bruxelles.

D'autre part, une entente groupant les principaux pays exportateurs, tant de sucre de cannes que de sucre de betteraves apparaît impossible à réaliser car, comme le dit M. Jean Chevalier : « une mise sur pied d'égalité serait la condamnation à mort de l'industrie sucrière européenne. »

Quant à la question d'augmenter la consommation en abaissant l'impôt et les droits de douane, c'est très probablement un leurre.

En France, à la suite des réclamations des planteurs, une première diminution du droit de consommation de 25 fr. par sac de 100 k., a été votée dans la loi du 31 juillet 1929.

Mais les conditions demeuraient mauvaises, aussi se tinrent à Arras le 12 octobre et à Lille le 20 octobre 1929, de grandes réunions de planteurs de betteraves. Ils réclamaient des relèvements importants des droits de douane et l'abaissement des droits d'accise.

D'autre part, la commission spéciale constituée au ministère des Finances, ayant étudié les questions relatives au cours du sucre et à la protection de l'industrie betteravière, avait conclu à l'unanimité, le 17 octobre, à un relèvement de 40 fr. du droit de douane et à une diminution nouvelle de 15 fr. du droit de consommation. Cette diminution s'ajoutait à celle de 25 fr., votée dans la loi du 31 juillet.

Elle compensait donc exactement pour le consommateur le relèvement du droit de douane.

La loi a été adoptée par le Sénat le 28 novembre et promulguée le 29.

Elle relevait également les droits de douane sur les mélassés, les produits sucrés et de façon très considérable sur les betteraves.

En Tchécoslovaquie, le Gouvernement accorde à l'industrie sucrière des subsides montant actuellement à 80 millions de couronnes, soit 60.500.000 francs français. Cela représente 58 fr. par tonne de sucre.

D'autre part, on y a réduit les ensemencements de 9 %. En cinq ans, le nombre des usines est tombé de 193 à 153 et on cherche à supprimer la moitié des raffineries.

C'est d'une politique prévoyante qui met les industriels en garde contre un trop grand développement de l'industrie du sucre de betteraves.

L'Allemagne a créé le 1^{er} septembre 1929 une Vereinigung für Verbrauchszuckerverteilung (G. m. b. h), société de répartition de la production dont le rôle est d'obtenir la stabilité des prix par l'équilibre entre la demande et les quantités offertes.

D'ailleurs l'Allemagne qui exportait en 1912 1.100.000 tonnes de sucres, avait en 1928 un excédent d'importation de 50.000 tonnes, compte tenu des livraisons en nature, fournies à la France. En 1929, la production ayant été meilleure, la nécessité d'exporter a poussé à la création de cette Vereinigung.

Les droits d'entrée avaient été portés à 25 marks par 100 k. en décembre 1928.

En Hollande, la seconde Chambre avait voté un subside de 1 florin 50 par quintal de sucre si le prix pendant la période 1^{er} septembre 1929-30 août 1930, tombait au-dessous de 15 florins 50. Le subside fut refusé par le Sénat, qui y substitua une diminution de l'impôt de consommation.

Devant toutes ces mesures, le Comité économique de la Société des Nations conserve son attitude précédente. Dans un communiqué publié dans le journal *Le Temps* du 9 juillet 1929, on peut lire que « les difficultés dont souffre actuellement l'industrie sucrière sont de telle nature qu'elles devraient pour la plupart se résoudre d'elles-mêmes, ou être aplanies par l'action des personnes responsables de la direction des affaires ; le comité constate que tous les experts avaient été d'accord pour reconnaître que les difficultés avaient été aggravées par les mesures adoptées dans de nombreux pays pour stimuler la production.

Le Comité continuera à suivre le développement de la question sucrière, mais il signale d'ores et déjà aux gouvernements combien il serait désirable d'arriver à un abaissement des droits d'accise sur le sucre. »

Ce communiqué signifie en somme que la crise se dénouera soit par l'élimination des faibles, soit par des ententes, mais le sujet paraît si délicat que le Comité se borne à signaler les deux méthodes. Il n'en conseille aucune.

Etant donné les conditions actuelles de l'industrie sucrière et l'expansion nouvelle que pour toutes sortes de raisons on a cherché à imprimer à la fabrication du sucre de betteraves, il est impossible au Comité de donner un conseil plus net. Il s'est parfaitement rendu compte de la situation, mais il y a des choses qu'un organe aussi élevé, surtout constitué par une assemblée de diplomates, ne peut pas dire en termes trop clairs.

Pour ce qui est de la France, sa situation est loin de se trouver une des plus mauvaises.

Nous ne produisons pas encore tout le sucre nécessaire à notre consommation.

Quoiqu'on en ait dit, c'est une chose dont il faut se féliciter et il est peu probable que nous arriverons un jour à dépasser de façon appréciable, notre consommation.

Voici les chiffres pour les années d'après-guerre (1).

CAMPAGNES	PRODUCTION	IMPORTATION	EXPORTATION	CONSOMMATION
1913-14	796.300	150.000	190.000	790.000
1918-19	110.110	429.300	119.130	412.500
1924-25	750.280	341.495	214.804	837.638
1927-28	780.866	353.163	248.233	873.973
1928-29	805.000	509.885	302.012	918.000
1929-30	818.000	—	—	—

On voit que notre production tend à se fixer à un chiffre inférieur d'environ 100.000 tonnes à celui de notre

(1) Chiffres des Fabricants de sucre de France.

consommation. Evidemment nous jouissons d'un certain nombre de débouchés privilégiés auxquels nous pourrions chaque année fournir une grande quantité de sucre de betteraves.

Il suffit de le vouloir et l'Afrique du Nord, pays où la consommation du sucre se développe très rapidement et atteint aujourd'hui plus de 200.000 tonnes, serait pour nous un marché merveilleux.

Mais est-il vraiment nécessaire de chercher à développer toujours davantage notre industrie sucrière ? N'est-il pas plus intéressant au point de vue fiscal de laisser une marge assez grande entre le prix du sucre en France et celui coté à l'étranger.

Et puisque l'intérêt de la production du sucre de betteraves ne réside pas seulement dans l'industrie, mais bien plutôt dans la satisfaction des planteurs, ne serait-il pas suffisant de s'arrêter précisément au point que ces planteurs jugent le plus avantageux ?

S'il nous revenait des années d'abondance, nous forçant à exporter une partie de notre production, le coût n'en serait-il pas trop élevé pour l'Etat ?

Sur ce sujet, il est intéressant de considérer actuellement les difficultés étonnantes dans lesquelles se débattent les pays obligés d'exporter une partie de leur production.

Dans un article paru à la fois dans plusieurs journaux influents de l'Allemagne, M. Wentzel, personnalité très importante des milieux sucriers de Magdebourg, examine

la situation faite cette année à l'industrie de son pays.

La production allemande étant supérieure de 300.000 tonnes à la consommation, il faut absolument exporter cette quantité de sucre.

Or, le prix intérieur est de 42 marks, soit 255 fr. 80 le quintal et le prix mondial est de 17 marks 40, soit 106 fr.

Après des calculs laborieux, M. Wentzel établit qu'il serait préférable de laisser les terres en friche, plutôt que de cultiver les betteraves pour l'exportation.

Il conseille donc aux planteurs de diminuer leurs emblavements de 15 %, car cet excédent de 300.000 tonnes ne pourra même pas être vendu 17 marks 40, vu l'inondation du marché mondial.

Comme les droits sur les céréales viennent d'être augmentés en Allemagne, on espérait voir les paysans profiter de la hausse du prix des grains et se mettre à semer davantage de blé ; mais à la suite des cartels et des mille précautions gouvernementales, les planteurs trouvent encore plus avantageux de semer des betteraves et on annonce une augmentation de la superficie des ensemencements pour l'année prochaine.

Il n'en est pas ainsi en Allemagne seulement.

D'après les chiffres officiels (1), le prix moyen de la tonne de betteraves en France était en 1928-1929, de 189 fr. 66 ; or, ce prix pour la campagne de 1912-1913 se

(1) *Bulletin de Statistique et de Législation comparée.*

trouvait être de 30 fr. 28. D'autre part, la somme rapportée par un hectare de betteraves était de 881 fr. 42 en 1912 ; elle est aujourd'hui passée à 5.020 fr. 12. Le coefficient cinq se trouve largement appliqué, et beaucoup plus largement encore si on songe que la campagne 1912-1913 était une année d'abondance en France où la betterave fut payée cher.

Or, M. Firmin Bacconnier affirmait le 3 novembre 1929 (1), que la perte pour les cultivateurs s'élèverait à 1.200 fr. par hectare dans le département du Nord et à 1.300 fr. dans celui du Pas-de-Calais. Malgré cela, les ensemencements avaient augmenté chaque année, aussi on peut supposer que l'extension de la culture de la betterave ne va pas se ralentir avec la nouvelle loi du 29 novembre 1929.

Heureusement chez nous, la consommation augmente sans arrêt, alors qu'elle diminue chez nos voisins chargés de chômeurs. Cependant il est peu probable qu'elle continue un mouvement aussi rapide dans les prochaines années.

D'autre part, le nombre des sucreries reste absolument stationnaire, mais il ne faut pas oublier que la plupart des fabriques reconstruites ont prévu des possibilités d'extension qu'elles brûlent du désir de réaliser, et souffrent du manque de matière première.

Après tout il n'est pas impossible qu'un département

(1) *Action Française* du 3 Novembre 1929.

comme l'Aisne, ne reprenne pas un jour sa production d'avant-guerre.

Tout cela dépend des pouvoirs publics et de la personnalité des dirigeants.

Pour le moment, la France n'écoute donc pas les sages conseils de Genève et pousse à la production quand les Allemands se lamentent, et quand les Tchèques diminuent les ensemencements et parlent de se cotiser pour racheter un certain nombre de leurs sucreries et les détruire.

Pour ce qui est de l'industrie sucrière anglaise, il est intéressant de consulter l'article de M. Wood, secrétaire du Comité des Fabricants de sucre britanniques, dans la revue *The Planter and Sugar Manufacturer*, de septembre 1929. M. Wood se montre inquiet de la situation future de l'Angleterre : « Qu'arrivera-t-il lorsque les subsides cesseront d'être accordés ? La moitié de la période de dix années pendant lesquelles ce système devait fonctionner est passée et tous les efforts ont été faits pour justifier cette loi et pour montrer que l'industrie du sucre peut vivre par elle-même lorsque cet appui viendra à lui être retiré... mais on ne peut nier qu'actuellement les rendements moyens à l'acre sont très inférieurs à ceux obtenus sur le continent et ce problème reçoit la plus grande attention de la part du ministre de l'Agriculture. »

Quant aux Anglais moyens ils regardent d'un œil incertain les gros dividendes distribués aux actionnaires de leurs 19 sucreries et ils songent qu'indépendamment des exonérations d'impôts, il leur en coûte 4.250.000 livres

par an, soit au moins 550 millions de francs pour produire 290.000 tonnes de sucre.

A la tribune de la Chambre des Communes, les ministres se déclarent parfaitement satisfaits ; mais à une question d'un député demandant pourquoi on ne construisait pas de nouvelles usines, l'orateur a répondu qu'il fallait d'abord songer à étendre la culture existante.

On annonce, en effet, 36 % d'augmentation dans la superficie plantée en betteraves cette année en Angleterre.

Cela n'est pas étonnant si l'on songe à l'énormité du subside accordé, 13 shillings par 50 k. 800 soit plus de 25 shillings par 100 k., quand le prix mondial actuel n'est pas de 18 shillings.

L'état d'esprit est général en Europe. Chaque pays essaie de développer sa production sucrière par tous les moyens possibles. Mais quand cette production dépasse la consommation intérieure, les difficultés pour exporter deviennent inextricables.

Aussi, les pays gros producteurs cherchent maintenant à ne pas dépasser la consommation intérieure, et cet équilibre semble très difficile à obtenir car les conditions météorologiques sont variables, et les planteurs, les sucriers et les raffineurs, ont des intérêts souvent différents, qui ne coïncident pas toujours avec l'intérêt général.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

H. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président de la thèse,*

TRUCHY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

FERNAND-ROUSSELLE : *L'Evolution de l'Industrie Sucrière Française depuis la Guerre de 1914-1915*. Thèse, Paris, 1928.

Revue de Science et de Législation Financières, avril-mai-juin 1903.

Revue d'Economie Politique, année 1918.

Revue des Etudes Coopératives, année 1929.

Production Nationale et Economique, mai 1929.

Publications diverses du Secrétariat de la Société des Nations.

Monde Illustré, 15 mars et 18 juin 1921.

Illustration.

Raffinerie Tirlemontoise, année 1929.

Cote Bodenheimer.

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Circulaire hebdomadaire du Syndicat des Fabricants de Sucre de France, années 1912 à 1930.

Annuaire Sucrier, années 1911 à 1930.

Journal des Contributions Indirectes.

Journal des Fabricants de Sucre.

Journal Officiel.

Le Temps.

Le Figaro.

L'Action Française (Supplément du 3 novembre 1929).

Berliner Tagblatt (Supplément économique).

The Planter and Sugar Manufacturer, septembre 1929.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I ^{re} PARTIE. — Etat de l'Industrie Sucrière en France avant la guerre.....	5
II ^e PARTIE. — La Destruction.....	27
III ^e PARTIE. — La Reconstruction.....	37
Chapitre I : La Reconstitution.....	37
Chapitre II : Les Sucreries reconstruites.	68
IV ^e PARTIE. — Situation et perspectives actuelles de l'In- dustrie Sucrière Française.....	95

5-30. — Les Presses Bretonnes, Saint-Brieuc.

